Algérie Telecom

Mise en service de stations 4G, la wilaya de Béjaïa première en la matière

p.7

Démantèlement à Alger d'un réseau criminel de vol de véhicules

p.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 23 OCTOBRE 2022 // N°415 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

MÉDIAS

L'hommage du Président à la presse algérienne

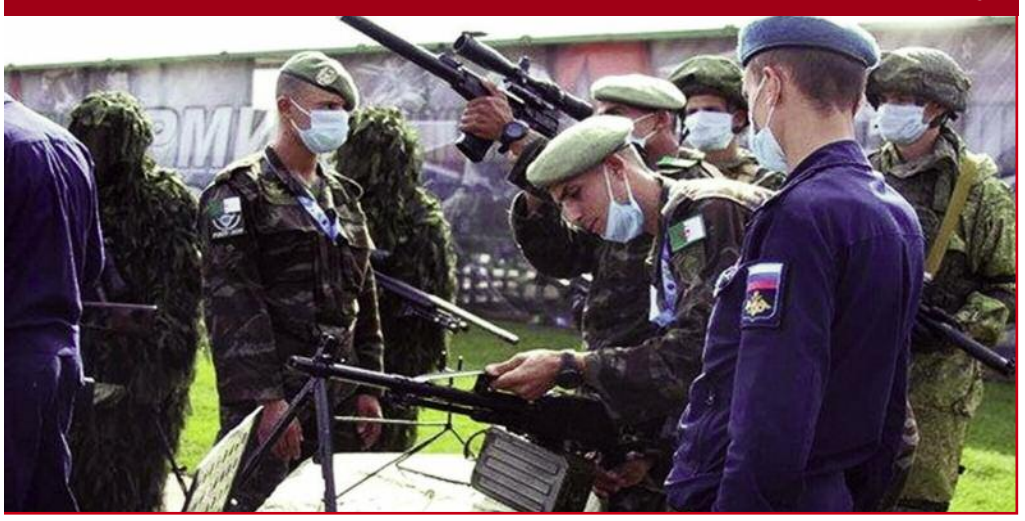
- Une presse influente, gage d'un Etat puissant
- A quoi servent les médias ?
- Prix du président de la République du journaliste professionnel : Tebboune honore les lauréats

P.3

DES NAVIRES RUSSES À ALGER POUR DES EXERCICES TACTIQUES

Algérie-Russie, des manœuvres militaires en Méditerranée

P.3



SOUS RÉSERVE QU'IL SOIT SOUS CDI, QU'IL DISPOSE DE 3 ANS D'EXPÉRIENCE...

Le salarié a droit à un congé pour créer sa propre entreprise

P.4

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'OSTÉOPOROSE

Des consultations médicales gratuites à Alger

P.4

CONSEIL DU RENOUVEAU ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN (CREA)

« 30 propositions pour... 30 milliards de dollars d'exportations d'ici à... 2030 »

P.6

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR :

Les codes communal et de wilaya "révisés avant fin 2022"

P.2

COMMERCE : LES LICENCES D'IMPORTATION ACCORDÉES EN BAISSE DE 29%

Les services de contrôle et de répression de la fraude relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, au niveau des inspections aux frontières, ont traité plus de 39.000 déclarations d'importation au cours des neuf premiers mois de l'année en cours, a indiqué un responsable du ministère.

Dans une déclaration a l'APS, le directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude (DGCERF) au ministère, Mohamed Louhaidia, a précisé que l'intervention des agents de la répression de la fraude en matière de contrôle de conformité des produits importés au niveau des frontières, durant la période comprise entre janvier et septembre 2022, avait permis le traitement de 39.092 déclarations d'importation de produits représentant un montant de 2.584,56 milliards DA. Par rapport à la même période de 2021, le nombre de dossiers de déclarations d'importation traités a baissé de 29%, ce chiffre ayant atteint 54.971 dossiers au cours des neuf premiers mois de l'année passée.

DÉMANTÈLEMENT A ALGER D'UN RÉSEAU CRIMINEL DE VOL DE VÉHICULES

Les services de la Sûreté d'Alger ont démantelé, à Zéralda, un réseau criminel composé de trois (3) individus s'adonnant au vol et au recel de véhicules, a indiqué un communiqué de ces services de sécurité.

"Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de Police judiciaire de la Sûreté de la circonscription administrative de Zéralda, ont démantelé un réseau criminel composé de trois (3) individus s'adonnant au vol et au recel de véhicules à travers le territoire de la wilaya d'Alger", a précisé le communiqué.

Suite au signalement de l'agression d'un individu, poignardé plusieurs fois à la poitrine, et au vol de son véhicule, les éléments de la brigade ont lancé des investigations, qui ont permis d'identifier le principal suspect, lequel a avoué le crime qui lui était reproché et révélé l'identité de ses acolytes, a souligné la même source, précisant que le véhicule volé avait été récupéré.

Le suspect sera déféré au Parquet territorialement compétent, selon le communiqué.

ITALIE : LA PREMIÈRE MINISTRE GIORGIA MELONI A PRÊTÉ SERMENT

La nouvelle Première ministre Giorgia Meloni et ses ministres, qui forment le gouvernement le plus à droite et le plus eurosceptique d'Italie depuis 1946, ont prêté serment ce samedi 22 octobre au palais présidentiel du Quirinal à Rome.

La cérémonie s'est déroulée ce samedi matin 22 octobre sous les ors du palais présidentiel du Quirinal, dominant Rome, résidence des papes et des rois d'Italie avant de devenir le siège de la présidence de la République, en présence du chef de l'Etat, le président Sergio Mattarella, a rapporté Ouest France.

Giorgia Meloni, vêtue d'un très sobre tailleur noir, a été la première a prêter serment, suivie de ses deux vice-Premiers ministres issus des deux partis partenaires de sa coalition, Matteo Salvini, le chef de la Ligue antimigrants, et Antonio Tajani, haut responsable du parti Forza Italia de Silvio Berlusconi.

Tous se sont succédé devant Sergio Mattarella pour prononcer, debout, le serment traditionnel : « Je jure d'être fidèle à la République, de respecter loyalement la Constitution et les lois, et d'exercer mes fonctions dans l'intérêt exclusif de la nation. »

AIR ALGÉRIE: CES POINTS DE VENTE OUVERTS À ALGER LE SAMEDI-

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé que quatre (4) points de vente s'ouvrent a Alger tous les samedis.

" Air Algérie informe sa clientèle de l'ouverture tous les samedis de certains points de vente à Alger", a indiqué la compagnie dans un communiqué. Il s'agit des points de vente de: Audin (7H00 – 18H), Terminal, Riad El Fath et l'Aurassi (9H00 – 16H).

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR :

Les codes communal et de wilaya révisés avant fin 2022

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Brahim Merrad a affirmé, hier, que la révision des codes de wilaya et de la commune sera achevée avant fin de l'exercice actuel.

Merrad a déclaré à l'occasion de l'installation d'un comité d'experts en charge d'enrichir le projet qu'"un calendrier a été arrêté et qui s'étend jusqu'à fin 2022 pour achever la révision des deux codes et procéder à l'application effective de leurs dispositions".

Participent à ce projet nombre de walis, des représentants des deux chambres du Parlement, des élus locaux, des cadres des centres de recherche spécialisés des enseignants et des experts universitaires.

Le comité se penche en effet sur les lacunes en matière d'application des textes de loi des deux codes en vigueur depuis dix (10) ans afin de faire des propositions efficaces visant à prendre en charge les préoccupations des citoyens, et ce, de manière à s'adapter à la nouvelle orientation de sorte que les collectivités locales puissent créer de la richesse économique.

NOUVELLES FRAPPES RUSSES SUR LES INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES UKRAINIENNES

Des infrastructures énergétiques ont de nouveau été la cible, hier, de bombardements russes dans l'ouest de l'Ukraine, a annoncé l'opérateur Ukrenergo. L'approvisionnement en électricité est désormais restreint dans certains oblasts, notamment ceux de Kiev, Tchernihiv, Tcherkassy, Kharkiv et Zaporijia. Moscou continue donc, de cibler les infrastructures énergétiques de l'Ukraine, alors que l'hiver approche. De nouvelles frappes russes ont visé plusieurs de ces infrastructures dans l'Ouest de l'Ukraine, samedi 22 octobre, a affirmé l'opérateur Ukrenergo. Les forces russes "ont procédé à une nouvelle attaque avec des missiles sur des installations énergétiques des principaux réseaux dans les régions occidentales de l'Ukraine", a expliqué Ukrenergo, ajoutant que "l'étendue des dommages est comparable ou pourrait dépasser les conséquences de l'attaque des 10-12 octobre". Des responsables locaux ont également fait état de coupures de courant dans plusieurs régions du pays.

L'ÉCHEC DU MOSSAD EN MALAISIE A DÉMONTRÉ QU'IL EST « VULNÉRABLE » ET SA RÉPUTATION « SURFAITE »

Lundi soir, la chaîne qatarie Al-Jazeera a révélé que les autorités malaisiennes avaient libéré un Palestinien de Gaza qui avait été enlevé par le Mossad israélien dans la capitale, Kuala Lumpur, sans donner d'informations sur son identité. Al-Jazeera a fait savoir que l'enlèvement a eu lieu fin septembre et que le Mossad a engagé des agents malaisiens pour le mener à bien. Les services de renseignement malaisiens ont pu, selon la même source, se rendre sur les lieux des ravisseurs, les arrêter et libérer le militant palestinien dans les 24 heures. La chaîne qatarie a souligné que le Mossad avait enquêté sur l'activiste palestinien et sur son association avec les Brigades Al-Qassam (la branche militaire du Hamas) et ce, depuis Tel-Aviv. En 2018, Kuala Lumpur a été témoin de l'assassinat de l'ingénieur palestinien Fadi Al-Batsh, spécialisé dans le développement de drones et le Mossad en a été accusé. L'opération, estiment plusieurs observateurs, renseigne surtout sur un nouvel échec du Mossad et a démontré que qu'il est « vulnérable » et que sa réputation est largement « surfaite ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

DES NAVIRES RUSSES À ALGER POUR DES EXERCICES TACTIQUES

Algérie-Russie, des manœuvres militaires en Méditerranée

Les manœuvres avec Moscou dureront quatre jours et auront lieu en Méditerranée, selon le ministère de la Défense, qui affirme qu'un groupe de navires militaires russes est amarré en Algérie. Ces exercices s'effectuent dans le cadre de la coopération militaire entre les forces des deux pays, ajoute le ministère. L'Algérie entretient des relations privilégiées et stratégiques avec la Russie, surtout dans le domaine militaire.

Les exercices qui ont lieu actuellement en Méditerranée ne sont qu'une étape d'une longue série de manœuvres militaires communes inaugurées en 2017 entre Alger et Moscou.

Depuis, les fortes convergences entre les armées algérienne et russe ne cessent de progresser, surtout en matière d'interopérabilité. D'autres exercices militaires auront lieu en novembre prochain, sur le territoire algérien, à Béchar précisément. 80 militaires russes et autant d'Algériens participeront alors à ces manœuvres dont le but est de lutter contre les groupes terroristes au Sahel. Après les premières participations des Algériens aux Jeux militaires qu'organise Moscou tous les ans, une partie de ces compétitions militaires russes s'est déroulée pour la première fois, en 2021, sur le territoire algérien. Ces manœuvres militaires communes sont de plus en plus importantes. Il y a un an et demi, les forces spéciales algériennes sont allées s'entraîner dans le Caucase du Nord, précisément au Daghestan. En septembre dernier, une centaine de militaires algériens ont participé aux exercices militaires Vostok 2022, qui se sont déroulés à l'extrême est de la Russie continentale. Des exercices auxquels participent les plus proches alliés du Kremlin.

I.M.Amine

UNE PRESSE INFLUENTE, GAGE D'UN ETAT PUISSANT

A quoi servent les médias ?

Oukaci Fayçal

A quoi sert la presse pour l'Etat ? Si l'on lit attentivement Ibn Khaldoun, il explique dans ses Prolégomènes que l'opinion publique est essentielle dans la construction d'un Etat. Le gouvernant a besoin d'adhésion pour diriger dans la sérénité. Or cette adhésion n'est possible que lorsque l'opinion qui se forme autour du gouvernant est favorable. Si tel est le cas, elle permet une cohésion sociale, laquelle est vitale pour l'Etat en temps de crise. Si en temps d'embellie, dit l'auteur des Prolégomènes, cette adhésion de la population à la politique de l'Etat n'est pas perceptible, en temps de crise (guerre, calamité, catastrophe d'ampleur, etc.) le rôle de l'adhésion-cohésion sociale est décisif. Si un gouvernant se met à dos ses gouvernés, elle perdra dans le temps, et les moments de crise ne feront que précipiter sa perte. Voilà ce que dit, en substance, Ibn Khaldoun, « l'esprit le plus lucide que la Terre ait jamais porté », selon les termes laudatifs exprimés à son égard par Arnold Toynbee. Pour en revenir à notre contexte, disons que le chemin parcouru par la presse nationale aura été long et cahoteux et l'apprentissage encore plus lent encore. Mais là, on est arrivé à un moment où il faudrait vite évacuer les rébus et faire en sorte de laisser se faire la sélection naturelle du terrain, lequel disqualifiera les mauvais et les médiocres. Une presse pesante et influente est gage d'une voix écoutée et agissante. En gagnant en crédibilité, elle gagne en légitimité et saura défendre, ès qualités, les choix de l'Etat, avec les outils en main et l'esprit serein. 2023 devra être l'année de la promulgation des projets de loi sur l'information et l'audiovisuel afin d'assurer un environnement professionnel plus sain et répondre aux attentes du citoyen et à son droit à l'information. Le secteur fait sa mue et s'attelle à l'élaboration de textes qui s'inscrivent dans le contexte de l'engagement aux missions du service public et de l'intérêt public et privé afin de répondre au droit à une information véritablement professionnelle.

MÉDIAS

L'HOMMAGE DU PRÉSIDENT À LA PRESSE ALGÉRIENNE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a honoré, samedi à Alger, les lauréats de la 8e édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel, organisée sous le thème "Soixantenaire de l'indépendance : défis d'hier, défis d'aujourd'hui".

Le premier Prix a été attribué à Khaled Derbani dans la catégorie de la presse écrite, à Mounir Laradj dans la catégorie des médias télévisuels, à Bouchra Bouhnache dans la catégorie des médias radiophoniques, et à Abdelhalim Diab dans la catégorie de la presse électronique. Le président de la République a également honoré des familles de sommités médiatiques décédées, à savoir : Mohand Oussaïd Belaïd, Zineb El Mili, Abdelmalek Houyou, Abdelmadjid Cherbal et Sabrina Khelifi.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au Palais du Peuple, en présence du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, du président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, et du Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée,Saïd Chanegriha. Ont pris part également à cette cérémonie, le directeur de cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, le secrétaire général de la Présidence de la République, Abdellah Moundji, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, des membres du gouvernement, des conseillers du président de la République, de hauts responsables et nombre de journalistes.

In Aps

L'édito

Par Zahir Mehdaoui

PRESSE : L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Fidèle à ses engagements d'offrir à l'Algérie Nouvelle une presse libre et indépendante, respectueuse des règles du professionnalisme, de l'éthique et de la déontologie, érigée en vecteur de l'exercice démocratique et protégée de toute forme de dérive, le Président Abdelmadjid Tebboune a réitéré, dans un message solennel diffusé à l'occasion de la Journée nationale de la presse, sa volonté de promouvoir la presse et de l'encadrer par des textes juridiques en harmonie avec les défis qu'impose la refondation actuelle de l'Etat.

Le rôle joué par la presse dans la défense du pays contre les propagandistes et les comploteurs de tout acabit, qui agissent soit directement, soit par procuration pour déstabiliser le pays depuis des capitales occidentales, a été vivement salué par le président de la République qui a tenu à exprimer tout son soutien aux hommes et aux femmes de la presse qui « accomplissent leur noble métier dans un esprit professionnel et patriotique remarquable ».

L'assainissement du secteur de la presse et son organisation sur des bases plus solides, plus modernes, soucieuses des intérêts de la Nation et incitatives à une concurrence loyale est l'un des chantiers que le président de la République tient à mener à bon port. Car l'Algérie Nouvelle ne peut devenir une réalité tangible qu'avec une presse libre et de qualité, totalement émancipée de l'argent sale et des groupes d'influence. Et déjà, pas mal de jalons ont été franchis dans ce cadre, et selon toute vraisemblance, les textes juridiques relatifs à la loi organique sur les médias, à la loi sur l'audiovisuel, à la loi sur la presse écrite et à la loi sur la presse électronique seront promulgués dès le début de l'année 2023.

Notre journal, « L'EXPRESS », né il y a plus d'une année et demie, a fait siens les choix nationaux et les grandes orientations politiques du pays. Il n'a cessé depuis sa naissance de participer à l'effort national de lutte contre la cybercriminalité, de se mobiliser en permanence contre les complots et les campagnes hostiles visant la sécurité et la stabilité du pays, d'expliquer et de défendre les différentes réformes engagées pour asseoir les bases solides de l'Etat algérien moderne, d'éclairer l'opinion nationale sur les enjeux régionaux et internationaux. Notre journal est promis à avoir un grand destin vu qu'il a placé, dès sa naissance, la barre très haut. C'est dans cet esprit que nous évoluons depuis la création de l'Express, un journal créé par des journalistes avec des moyens dérisoires, mais avec la ferme volonté de défendre sans relâche l'Etat-Nation.

Z. M.

A CONDITION QU'IL SOIT SOUS CDI, QU'IL DISPOSE DE TROIS ANS D'EXPÉRIENCE...

Le salarié a droit à un congé pour créer sa propre entreprise

Le travailleur est tenu d'adresser à son employeur sa demande écrite avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date prévue de son départ en congé ou de son recours au travail à temps partiel. Le travailleur, qui bénéficie d'un congé ou d'une période de travail à temps partiel pour création d'entreprise, doit remplir cinq conditions principales.

Le salarié a droit à un congé ou au travail à temps partiel, s'il souhaite créer sa propre entreprise, sous réserves qu'il ait un contrat à durée indéterminé (CDI) et qu'il dispose de trois années d'ancienneté. Cette disposition est donc particulièrement utile aux travailleurs salariés qui envisagent de créer leur entreprise. Elle est contenue dans un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) numéro 69. Il s'agit du décret exécutif n 22-352 du 19 octobre 2022 fixant les conditions et les modalités du bénéfice du travailleur, du droit au congé ou du recours au travail à temps partiel, pour création d'entreprise, signé par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane. Ainsi, le travailleur désirant bénéficier du droit au congé ou du recours au travail à temps partiel, pour création d'entreprise, doit introduire, auprès de son employeur, une demande écrite pour bénéficier d'un congé non rémunéré d'une durée d'"une année au maximum", ou d'une période égale de travail à temps partiel. Le travailleur, qui bénéficie d'un congé ou d'une période de travail à temps partiel pour création d'entreprise, doit remplir cinq conditions principales, à savoir être en situation de travail effectif, titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, âgé de moins de 55 ans et avoir une ancienneté cumulée d'au moins trois ans, consécutifs ou non dans l'entreprise et s'engager au respect des règles de concurrence loyale. Le travailleur est tenu d'adresser à son employeur sa demande écrite avec accusé de réception, au moins trois mois, avant la date prévue de son départ en congé ou de son recours au travail à temps partiel. Cette demande peut être accompagnée de tout document indiquant la volonté du travailleur de créer une entreprise, délivrée par toute institution ou tout organisme compétent d'appui à la création d'entreprise, attestant qu'il a engagé réellement un projet viable. La demande doit contenir aussi des informations précises notamment la date du début du congé ou du travail à temps partiel, la durée du congé ou de la période de travail à temps partiel et la nature de l'activité de l'entreprise à créer. L'employeur doit faire part de sa réponse, par écrit, dans un délai n'excédant pas 30 jours, à compter de la date de réception de la demande du travailleur, est-il précisé dans le décret soulignant qu'"à défaut de réponse par l'employeur dans le délai prévu son accord est réputé tacite". En cas de refus de sa demande, le travailleur peut introduire un recours auprès de son employeur, stipule le texte. Par ailleurs, le travailleur bénéficiaire du congé ou de la période de travail à temps partiel peut demander à bénéficier d'une prolongation de cette période d'une durée n'excédant pas six mois s'il ne réalise pas son projet dans une période d'un an. Le travailleur a droit aussi aux prestations de l'assurance maladie dans la limite d'une année civile, est-il également mentionné dans ce décret.

Youcef S.

OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE RÉPRESSION DE LA FRAUDE

Plus de 39 000 déclarations d'importation traitées

Les services de contrôle et de répression de la fraude, sous tutelle du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, ont traité plus de 39.000 déclarations d'importation au cours des neuf premiers mois de l'année en cours. La valeur globale de ces importations est estimée à 2.584,56 milliards de dinars, rapporte l'agence APS, citant le directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude (DGCERF), Mohamed Louhaidia. Ce dernier a expliqué que les agents de ces services procèdent au contrôle systématique de la conformité des produits importés au niveau des frontières. A ce titre, il a évoqué 533 cargaisons retournées aux expéditeurs. Elles représentent 94.504 tonnes pour un montant de 20,7 milliards dinars. Il a affirmé, par ailleurs, que « 38.578 licences d'entrée ont été accordées pour des produits importés, contre 54.269 autorisations, soit une baisse de 29% » par rapport à la même période de référence de l'année précédente. Pour M. Louhaidia, cette baisse est justifiée « par la politique de rationalisation des importations décidée par le Gouvernement, concernant l'interdiction de l'importation de certains produits fabriqués localement afin de préserver la production nationale, ainsi que le durcissement des procédures visant à encadrer le commerce extérieur ». Les services compétents ont enregistré 556 infractions durant les 9 premiers mois de 2022 contre 891 infractions durant la même période de 2021, selon les chiffres avancés par M. Louhaidia qui a révélé le transfert de 127 dossiers aux tribunaux (contre 422 dossiers transférés durant la même période de 2021). Le cadre du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a certifié que le département « assure un suivi périodique et permanent des importations, en veillant à l'actualisation des listes des produits interdits à l'importation en fonction de la situation du marché ». Il a poursuivi en rassurant : « Le consommateur algérien ne sera privé d'aucun produit », malgré le contrôle strict des marchandises importées. Les quelques perturbations constatées sur le marché local sont dues, selon lui, à des dysfonctionnements intermittents dans la chaine logistique.

R. N.

Plus de 3.000 professionnels visitent le salon Pharmex 2022

La 6ème édition du Salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie (Pharmex 2022), clôturée samedi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, a drainé une affluence importante de professionnels, dépassant les 3.000 visiteurs, venus découvrir les nouveaux produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, a-t-on appris du directeur du Salon. Cette édition a connu une affluence plus importante que la précédente, des spécialistes venus des différentes régions du pays pour découvrir les nouveaux produits, principalement locaux, a précisé à l'APS, M. Yassar Badour, en marge de la troisième et dernière journée de ce salon professionnel. "C'était une occasion pour les pharmaciens, médecins et autres spécialistes intéressés par le secteur de prendre connaissance des compétences locales qui ont beaucoup évolué ces dernières années, mais aussi pour les participants étrangers de découvrir les progressions de l'Industrie pharmaceutique et parapharmaceutique nationale", a-t-il précisé. Ce salon a été une opportunité pour la signature de trois contrats entre des laboratoires et startup algériens et des hommes d'affaires de Tanzanie et du Zimbabwe, pour l'exportation de compléments alimentaires, des produits phytothérapiques, et du consommable médical. A ce sujet, le directeur du salon a considéré que "ces contrats constituent une réussite, un premier pas vers d'autres opérations similaires. Durant le salon, il y a encore beaucoup de contacts qui se poursuivront avec des hommes d'affaires africains et d'autres pays participants, en vue d'exporter nos produits locaux qui sont de très bonne qualité". Lors des trois jours de la manifestation, plusieurs interventions ayant trait à la numérisation et à la digitalisation dans le domaine pharmaceutique ont été programmées. Des intervenants ont mis en exergue les efforts déployés, ces dernières années dans ce domaine. Une centaine d'exposants ont pris part à cette édition de ce salon, organisée par l'agence "PHARMEX Com" sous le thème "la pharmacie à l'ère du digital". L'événement a été marqué par une forte participation des laboratoires et d'industriels nationaux spécialisés dans la fabrication des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques dont 15 startups, rappelle-t-on.

APS

Journée internationale de l'ostéoporose : Des consultations médicales gratuites à Alger

Des praticiens spécialistes assurent des consultations gratuites sur l'ostéoporose, à l'occasion de Journée internationale de l'ostéoporose. Ils le font dans les chapiteaux dressés sur l'esplanade du centre commercial Ardis. L'événement est organisé par le groupe pharmaceutique Frater-Razes. Il marque la Journée internationale dédiée à cette maladie.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs dossiers examinés dans le détail

L'avant-projet de loi organique portant statut de la magistrature consacre la supervision exclusive, par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM), de l'ensemble des questions professionnelles et disciplinaires en relation avec le magistrat et détermine ses droits et ses obligations ainsi que l'organisation et le déroulement de sa carrière...

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi dernier une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés aux secteurs de la Justice, du Tourisme et de l'Artisanat et au programme des festivités commémoratives du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale du 1er Novembre 1954. Ainsi, le Gouvernement a discuté d'un avant-projet de Loi organique portant statut de la Magistrature, et du projet de Décret exécutif modifiant le décret n°88-232 du 5/11/1988, portant déclaration des zones d'expansion touristique. Il a également entendu une communication présentée par le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit sur le programme des festivités commémoratives du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale du 1er Novembre 1954», indique un communiqué des services du Premier ministre. Dans le domaine de la Justice, le ministre de la justice, garde des Sceaux, a présenté un avant-projet de Loi organique portant statut de la magistrature. Ce

projet de texte, qui abroge et remplace la Loi Organique n° 04-11 du 06 Septembre 2004, s'inscrit dans le cadre de la mise en conformité du statut de la magistrature avec la lettre et l'esprit de la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, ayant consacré l'engagement du Président de la République pour «valoriser le corps des magistrats, promouvoir leur statut et préserver leur indépendance et ce, dans le cadre de la réforme globale de la justice». A cet effet, ce projet de loi organique consacre la supervision exclusive, par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM), de l'ensemble des questions professionnelles et disciplinaires en relation avec le magistrat et détermine ses droits et ses obligations ainsi que l'organisation et le déroulement de sa carrière. Conformément aux procédures établies, ce projet de texte sera «examiné lors d'un prochain Conseil des Ministres». Dans le domaine de la commémoration de l'anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale du 1er Novembre 1954, le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit sur «le programme des festivités commémoratives du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale du 1er Novembre 1954». A ce titre, il est prévu «la réalisation de plusieurs activités en direction des moudjahidine et des ayants droit, des Chouhada ainsi que l'organisation de spectacles historiques, à l'instar de la grande épopée "Ala fach'hadou'' et le premier clap du film sur le commandant de la Wilaya VI historique, le colonel Si El Haouès .

Youcef S.

DIFFICULTÉS DE VOYAGE : VERS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRES

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a examiné jeudi,20 octobre, lors d'une réunion présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, « les modalités de création de commissions d'enquête parlementaires sur les difficultés de voyage et les problèmes des compagnies de transport ». « Le bureau de l'APN a examiné les modalités de création de commissions d'enquête parlementaires sur les difficultés rencontrées par les citoyens et la communauté nationale à l'étranger en voyage et les problèmes auxquels font face les compagnies de transport aérien et maritime, outre la commercialisation d'aliments frelatés destinés aux malades cœliaques», indique en effet la chambre basse du Parlement dans un communiqué. Le bureau a examiné par la suite les questions orales et écrites, déposées à son niveau, et «a soumis au gouvernement celles répondant aux conditions juridiques». Il a aussi examiné «deux demandes d'interpellation du Gouvernement concernant les incendies qu'a connus le pays en août dernier, et la détérioration des services de santé dans le Sud». Le bureau de l'APN a entamé cette réunion en exprimant «ses remerciements au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a instruit d'accélérer la réalisation du nouveau siège du Parlement algérien», estimant que ces instructions «témoignent de sa considération du travail dans le cadre de la dynamique que connaît le Parlement dans l'Algérie nouvelle».

R.N.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉDUIT DE 30% LE RISQUE D'ATTEINTE DU CANCER DU SEIN

La pratique de l'activité physique réduit de 30% le risque d'atteinte du cancer du sein, a affirmé Dr. Amina Abdelouahab, médecin spécialiste du cancer du sein. Intervenant lors d'une journée de sensibilisation organisée au Jardin d'essai d'El Hamma par l'association El Fedjr d'aide aux cancéreux, à l'occasion d'Octobre rose dédié à la lutte contre le cancer du sein, la spécialiste a souligné l'importance de l'activité physique dans la prévention des maladies, comme le cancer du sein, dont le risque d'atteinte est réduit de 30%. Dr. Abdelouahab a donné des explications exhaustives aux participantes (200 femmes, tous âges confondus) à une activité physique organisée à cette occasion sur la prévention contre le cancer du sein, grâce au dépistage précoce pour éviter les complications de la maladie, regrettant le recours d'un grand nombre de femmes au traitement après avoir atteint un stade avancé de la maladie ce qui rend difficile leur prise en charge. Pour sa part, Sofiane Achi qui apporte son soutien à cette initiative en tant qu'association citoyenne aspire à encourager le dépistage précoce de cette maladie, en sus de fournir des aides aux associations d'aide aux cancéreux, en mettant à leur disposition les médicaments et moyens matériels et humains nécessaires. De son côté, Mme. Hassiba Boulaarfa de l'association Al-Fadjr, organisatrice de cette journée de sensibilisation a évoqué les différentes activités de l'association durant ce mois, dont l'organisation de campagnes de sensibilisation au dépistage précoce au profit des travailleuses de l'ETUSA en affichant des panneaux publicitaires sur les bus, et des employées d'Algérie Poste à Bab Ezzouar et à Draria chaque samedi outre la participation à la radio locale de Timimoune. Parmi les autres prestations assurées par l'association, la même intervenante a rappelé l'hébergement et le transport des malades à Diar Errahma relevant du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme à Birkhadem et au centre d'hébergement relevant de l'association Al-Badr dans le cadre de la solidarité entre les associations. Ces activités sportives ont été encadrées, lors de cette journée, par des coachs professionnels.

APS

MÉDECINE VASCULAIRE

Nécessité d'introduire les molécules innovantes dans la nomenclature nationale

Le président de la Société algérienne de médecine vasculaire, Dr Mohamed Baba Ahmed, a plaidé vendredi , 21 octobre, à Alger pour l'introduction des molécules innovantes dans la nomenclature nationale et le remboursement de celles disponibles sur le marché national du médicament par la Caisse nationale des assurances sociales.

Dans une déclaration à l'APS en marge du 11e Congrès de la Société algérienne de médecine vasculaire, le spécialiste a affirmé que pour améliorer la prise en charge de la médecine vasculaire, les patients doivent pouvoir bénéficier des molécules innovantes dans le monde, insistant sur le remboursement des molécules disponibles en Algérie par la Caisse nationale des assurances sociales.

Parmi les molécules disponibles en Algérie, le spécialiste a déploré que trois médicaments princeps et cinq génériques d'anticoagulants ne soient pas remboursés par la CNAS alors qu'ils sont destinés au traitement de maladies chroniques.

En ce qui concerne la prise en charge du pied du diabétique, Dr Baba Ahmed a appelé à augmenter les unités hospitalières qui prennent en charge cette maladie et à les doter des moyens matériels (équipements) et humains (médecins et paramédicaux) nécessaire à la prise en charge du pied du diabétique, qui est une charge pour la santé publique, sans parler des répercussions psychologiques et sociales découlant des amputations. Pour ce qui est de la prise en charge des AVC, le président de la Société algérienne de médecine vasculaire a insisté sur la création d'unités supplémentaires spécialisées en médecine vasculaire pour la prise en charge des AVC comme c'est le cas pour les unités de cardiologie. Il a, par ailleurs, souligné la nécessité d'inclure la spécialité de médecine vasculaire dans la formation médicale dans les facultés nationales afin de renforcer et d'élargir la couverture de toutes les maladies dans lesquelles les artères et les vaisseaux sanguins sont touchés et constituent une menace pour la santé publique. Il a également été question d'embolie pulmonaire et de prise en charge des thromboses lors de ce 11e Congrès de la Société algérienne de médecine vasculaire.

La Société algérienne de médecine vasculaire a été créée en 2006 pour combler un manque en matière de formation dans cette spécialité, contribuer à la formation continue à travers des congrès et des ateliers et vulgariser les dernières innovations médicales en la matière.

R. N.

LE PREMIER MINISTRE CONTESTE TOUTE GESTION « ADMINISTRATIVE « DE L'ÉCONOMIE

Benabderrahmane veut libérer l'acte d'investir

Pour le Premier ministre, l'acte d'investir «ne saurait relever de la simple théorie, ni être tributaire de l'existence de structures accompagnant les investisseurs, mais doit pratiquement donner une forte impulsion à travers l'accompagnement de ces investisseurs sur le terrain, le règlement de tous les problèmes et la levée de tous les obstacles auxquels ils sont confrontés dans la réalisation de leurs projets».

«Nous continuons à assurer l'accompagnement et l'aide nécessaires pour permettre aux opérateurs économiques d'adhérer à notre démarche et d'accéder à de nouveaux marchés qui leur sont ouverts», a affirmé le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. L'acte d'investir «ne saurait relever de la simple théorie, ni être tributaire de l'existence de structures accompagnant les investisseurs, mais doit pratiquement donner une forte impulsion à travers l'accompagnement de ces investisseurs sur le terrain, le règlement de tous les problèmes et la levée de tous les obstacles auxquels ils sont confrontés dans la réalisation de leurs projets». M. Benabderrahmane a mis l'accent sur l'impératif de saisir toutes les opportunités pour permettre à l'économie nationale de se diriger vers de nouvelles perspectives, notamment la réalisation de l'autosuffisance concernant beaucoup de produits stratégiques comme la production d'huile, de graines oléagineuses et de lait, affirmant que «l'Algérie entend réaliser, en 2023, un chiffre de 10 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures». Le Premier ministre estime que toute croissance économique nécessite inéluctablement la réalisation au préalable, des investissements structurants et rentables pour chaque pays. Pour cela, il est impératif, avoue-t-il, de créer les conditions idoines et lever tous les écueils entravant la concrétisation de ce type de projets d'envergure. Outre la résolution des problèmes auxquels les investisseurs sont confrontés, les pouvoirs publics sont tenus de leur garantir un accompagnement sur le terrain. Pour lui, l'Algérie offrait des avantages dont plusieurs pays ne disposent pas. M Benabderrahmane reste convaincu que la « gestion de l'économie nationale ne se fait pas selon une approche administrative, mais plutôt sur la base d'une approche purement économique». S'exprimant lors d'une conférence de presse en marge de la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), et du Guichet unique des grands projets et investissements étrangers relevant de l'Agence, M. Benabderrahmane a souligné que « certaines structures à l'image des ports et aéroports devraient fonctionner selon les standards internationaux». En tout cas, «le Gouvernement passera à la vitesse supérieure les prochains jours à travers l'aménagement d'autres ports tels que Béjaia, Mostaganem et Djen Djen». Il a qualifié ce dernier de «joyau qui n'est pas exploitée convenablement». L'Algérie, a-t-il relevé, dispose de «nombreuses structures auxquelles l'Etat avait consacré des sommes colossales, mais qui ne fonctionnent pas comme il se doit». Le Premier ministre a précisé: «il est grand temps d'y insuffler une nouvelle dynamique». Il a indiqué, dans ce cadre, que l'AAPI et le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, «revêtent une importance extrême en terme de soutien à l'économie nationale et aux investisseurs dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Le Premier ministre a, faut-il le préciser, inauguré le siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, en présence du Conseiller auprès du président de la République chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa, de membres du gouvernement, et de représentants des organismes concernés par l'investissement.

B. K.

IL S'AGIT D'UN PORTAIL ÉLECTRONIQUE POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Lancement de la plateforme numérique de l'investisseur

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a supervisé, jeudi à Alger, le lancement de la plateforme numérique (ou portail électronique) de l'investisseur qui permettra d'orienter, d'accompagner et de suivre les investissements depuis leur enregistrement et tout au long de la période de leur exploitation.

M. Benabderrahmane a procédé au lancement de la plateforme numérique de l'investisseur à l'occasion de l'inauguration du siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers. A cette occasion, une présentation a été faite sur cette plateforme qui permettra d'orienter, d'accompagner et de suivre les investissements depuis leur enregistrement et tout au long de la période de leur exploitation. Elle aura également à prendre en charge le processus de création des entreprises et des investissements, le simplifier et le faciliter, mais aussi promouvoir les contacts entre les investisseurs et l'administration économique et garantir la transparence des démarches à entreprendre.

B.K.

CONSEIL DU RENOUVEAU ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN (CREA)

" 30 propositions pour... 30 milliards de dollars d'exportations d'ici à... 2030 "

Les travaux du forum de l'export organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont pris fin, jeudi à Alger, avec la formulation de plusieurs propositions pour l'augmentation du volume des exportations hors hydrocarbures. Trente propositions ont sanctionné les deux ateliers organisés dans le cadre de ce forum, inscrits sous deux principaux thèmes: «La stratégie opérationnelle pour le développement des exportations» (18 propositions) et «la dynamique des réformes pour une Algérie exportatrice» (12 propositions). Parmi les principales propositions lues par le secrétaire général du CREA, Fayçal Ouaguenouni, l'annulation du principe de pénalisation des retards de rapatriement des recettes financières d'exportation dans les délais fixés, remplacé par l'imposition d'une amende financière. Le forum inauguré par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a été sanctionné par plusieurs recommandations, dont l'accélération de l'ouverture de filiales des banques algériennes au niveau international et la poursuite du développement des infrastructures de base dédiées au transport et à la logistique, en sus de l'amélioration de la gestion des risques. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président du CREA, Kamel Moula, a souligné que «l'objectif de ces 30 propositions est d'atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à l'horizon 2030».

FINANCER 100% DE L'ÉCONOMIE À PARTIR DES RECETTES HORS HYDROCARBURES

Dans son allocution à l'issue de la lecture des propositions, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé que l'organisation de cette manifestation sous le haut patronage du président de la République et son inauguration par le Premier ministre, en présence du Conseiller du président de la République et de plusieurs membres du Gouvernement, «témoigne de l'importance de cette question». Il a indiqué que les contacts avec les opérateurs économiques activant dans l'exportation se poursuivront prochainement pour la concrétisation des recommandations issues de ce forum». Selon le ministre, les chiffres évoqués par M. Moula seront réalisés d'ici à 2030 vu «les grandes capacités et les potentialités humaines et matérielles considérables dont jouit l'Algérie et qui lui permettent d'atteindre cet objectif». M. Rezig a rappelé, à ce propos, l'annonce du Premier ministre, lors de l'inauguration du forum, jeudi matin, concernant l'objectif d'atteindre 10 mds us de revenus hors hydrocarbures en 2023, soulignant la nécessité de «conjuguer les efforts pour atteindre cet objectif.» Il a ajouté que le ministère «s'attellera à aplanir tous les obstacles et entraves que pourraient rencontrer les hommes d'affaires lors des opérations d'exportation».

B.K.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (AAPI) ET GUICHET UNIQUE

DEUX INSTRUMENTS AU SERVICE DE L'INVESTISSEUR

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a inauguré, jeudi, le nouveau siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) à Dar El Beïda (Alger) ainsi que le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers relevant de l'Agence. L'AAPI, qui remplace depuis le 8 septembre dernier l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), en vertu du décret exécutif N 22-298, assume plusieurs missions relatives à l'information, à la facilitation, à la promotion de l'investissement et à l'accompagnement de l'investisseur, outre la gestion des avantages et le suivi. Le Premier ministre a inauguré également le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers relevant de l'agence. Ce guichet, destiné aux projets de plus de 2 milliards de dinars et aux investissements étrangers, jouit de la compétence nationale. Le guichet unique est composé de représentants de l'administration fiscale, des services de l'urbanisme, des services de l'environnement, des caisses de sécurité sociale, de l'administration des douanes, du Centre national du registre de Commerce (CNRC), des organismes chargés du travail et de l'emploi, des organismes chargés du foncier destiné à l'investissement ainsi que du Bureau de l'information et de l'orientation.

B. K.

ALGÉRIE TELECOM

Mise en service de stations 4G, la wilaya de Béjaïa première en la matière

Plusieurs régions éloignées, notamment dans les zones d'ombre, ont bénéficié de stations 4G LTE (long terme évolution) d'une capacité de 3000 accès, selon Ouassila Saheb, chargée de la communication et de l'information au niveau de la direction d'Algérie Télécom de Béjaïa.

Par Idir Mehdaoui

«Cette opération s'inscrit dans le cadre du désenclavement des zones d'ombre en matière de téléphonie et internet à haut débit», où pas moins de 44591 abonnés répartis à travers la wilaya, ont bénéficié de cette technologie 4G à savoir, Rahamine dans la commune de Draa El Kaid, Taourirt commune de Tamokra, Tagouba commune de Tichy , Iighzer ouftis et Azouna, et à El machta commune d'Ighram.Et 85 stations 4G LTE sont actuellement mises en service et 3 autres seront opérationnelles à Tala Elvir , Merdj-Ouamane et Imaziouen commune d'Amizour,

Pour être encore plus proche, Algérie Telecom de Bejaia informe les citoyens le lancement de nouvelles offres promotionnelles permettant à ses abonnés notamment aux offres Idoom 4G LTE avec des tarifs et plus d'avantages, permettant aux abonnés et leurs familles de profiter pleinement de plus de volume internet et de connexion haut débit. Pour les nouveaux souscripteurs, ils vont bénéficient également de plusieurs avantages et des offres exceptionnelles, tout réduisant ses tarifs à plus de plus de 50% notamment, IDOOM 4G LTE bénéficieront d'un modem 4G LTE avec un volume de 150 Go au lieu de 30 Go au prix de 4500DA. Recharge de 1000 DA offre un volume de 40Go au lieu de 20Go avec des appels illimités vers le fixe local et national et un accès gratuit vers les réseaux sociaux et YouTube avec un débit réduit après épuisement de volume internet, précise la même source. Par ailleurs, Algérie Télécom invite les citoyens à consulter son site web et sa page Facebook mises à leur disposition et prendre contact avec ses web conseillers pour répondre pleinement à leurs attentes".

SÉCHERESSE

SALAT EL-ISTISQA ACCOMPLIE À TRAVERS LES MOSQUÉES DU PAYS

La Prière d'El Istisqa a été accomplie, samedi, à travers les mosquées du pays suite à la sécheresse enregistrée dans plusieurs wilayas du pays. Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait appelé, jeudi dans un communiqué, les imams à accomplir Salat El-Istisqa hier suite à la sécheresse enregistrée dans la majeure partie du pays. Le ministère a demandé aux directeurs des Affaires religieuses et des wakfs dans les wilayas de "mobiliser les imams pour l'accomplissement de Salat El-Istisqa conformément à la tradition du Prophète (QSSSL). Le ministère les a également invités à coordonner avec les walis et les autorités locales concernées pour déterminer s'il y a lieu de l'accomplir ou non, selon la même source.

R. R.

OUEST DU PAYS

Ouverture de l'année judiciaire 2022-2023

La nouvelle année judiciaire 2022-2023 a été marquée jeudi dans les wilayas de l'ouest du pays, par la présentation du bilan des activités des différentes cours de justice durant l'année écoulée, en présence des autorités des wilayas et de la famille judiciaire. A Oran, les instances judiciaires de la Cour de justice ont résolu 24.666 affaires relatives au civil, sur un total de 28.187, soit 68,80% et, au pénal, 37.939 affaires sur un total de 37.781 (81,68%), selon le procureur général de la Cour, Guenaoui Omar, lors de sa présentation du bilan de la même instance. S'agissant de l'exécution des arrêts et décisions judiciaires, au cours de la même période, 802 affaires ont été exécutées sur un total de 948 affaires, soit 93,03%, tandis que 80.591 demandes de rectification de l'état civil (judiciaire ou administratif) ont été résolues sur un total de 948 affaires, soit un total de 80.747, soit 97,67 %.

Dans le cadre de l'amélioration de la performance des magistrats et des employés, une convention de coopération a été conclue entre l'Université Oran 2 "Mohamed Benahmed" et la Cour de justice d'Oran pour organiser des formations dans divers domaines et formations à l'étranger dans le cadre des conventions conclues avec de nombreux pays, ainsi que la formation à distance.

En ce qui concerne les projets et équipements judiciaires, des travaux sont en cours pour l'achèvement de l'établissement de rééducation et de réadaptation de Bir El-Djir, de deux tribunaux dans les communes de Gdyel et Bir El-Djir et du tribunal administratif, dont le taux d'avancement des travaux varie entre 75 et 85%. A Mostaganem, les instances judiciaires de la Cour ont réglé plus de 10.000 affaires au cours de la dernière année judiciaire et 1.862 autres affaires sont toujours en attente de résolution au cours de cette année, a indiqué le procureur général de la Cour, Mohamed Merah. "Au cours de cette année judiciaire, nous comptons accélérer le rythme des travaux en fonction des nouvelles données économiques et de la réalité sociale", a souligné à cette occasion le président de la Cour de Mostaganem, Abdelhafid Tabahriti, soulignant que "les bonnes performances de la justice et le sentiment de satisfaction des citoyens découlent non seulement de la qualité des lois, mais aussi de leur application juste et transparente en faveur de la protection des droits des individus".

A Nâama, le procureur général de la Cour de justice, Sidhoum Omar a présenté le bilan du secteur local au cours de l'année judiciaire écoulée 2021-2022, qu'il a qualifié de "positif", expliquant que 2.349 affaires dans le domaine civil ont été résolues et 6.458 affaires dans le domaine pénal, avec la programmation d'une nouvelle session criminelle à la cour de Nâama, qui sera lancée le 23 octobre en cours. En plus de l'activité judiciaire et des services fournis aux citoyens, la Cour de Nâama a organisé plusieurs rencontres d'étude qui ont traité divers sujets tels que l'investissement, les lois de protection du patrimoine forestier et la lutte contre la corruption, a indiqué le procureur général, ajoutant qu'un nouveau siège du tribunal de Mecheria sera réceptionné prochainement A Saïda, les instances judiciaires de la cour ont tranché sur 5.532 affaires civiles et pénales, depuis le 1er janvier dernier à ce jour, a indiqué le procureur général de la même cour, Kedidir Smaïl, notant que le nombre d'affaires restant à régler au niveau de la même cour est de1.804 affaires. A Relizane, le président de la Cour de justice, Salah Cherifi a supervisé l'ouverture de la nouvelle année judiciaire, soulignant dans un discours qu'il a prononcé à l'occasion les progrès réalisés par le secteur de la justice, ces dernières années.

De son côté, le procureur général près la cour de Tiaret, Abdelkader Labaïr a souligné que le secteur de la justice sera prochainement renforcé avec trois nouveaux sièges pour les tribunaux de Sougueur, Kasr Chellala et Frenda. Le même responsable a souligné que l'exécution des décisions au niveau de la cour de Tiaret connaît une excellente progression. A Mascara, le président de la Cour, Antar Menaouer a indiqué que la Cour a élaboré un programme de formation pour les magistrats de cette même instance et des tribunaux qui lui sont affiliés, en application de l'accord de coopération conclu avec l'université "Mustapha Stanbouli" de Mascara à la fin de l'année dernière, qui comprend des journées d'étude et des conférences présentées par des magistrats et des professeurs d'université.

Le même responsable a révélé que de la mi-septembre de l'année dernière au 17 octobre en cours, 54.285 affaires ont été résolues au niveau de la Cour de justice et de ses tribunaux, notant qu'au cours de la même période 2.897 décisions judiciaires sur un total de 2.908 ont été exécutées, équivalent à un taux de 99,62%.

Des cérémonies d'ouverture de la nouvelle année judiciaire ont également eu lieu au niveau des cours d'Aïn Temouchent et Tlemcen.

R.R.

CARNAGE ROUTIER À MÉDEA

La justice ouvre une enquête

Six personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation impliquant plusieurs véhicules, survenu jeudi soir, sur un tronçon routier desservant la localité de Saneg, au sud de Médéa, selon la Protection civile.

L'accident qui s'est produit vers 22 h00, sur la route nationale N-1, au lieu-dit « Ain-Sbaa », commune de Saneg, a fait six morts et quatre blessés graves, suite à une collision frontale entre un camion poids lourd et plusieurs véhicules légers, a indiqué la même source.

Les blessés, qui se trouvent dans un état critique, sont pris en charge au niveau de l'hôpital de Ksar-el-Boukhari, a-t-on ajouté.

R.R.

RUSSIE ET

UN CHOC PLURI

PAR YOUCEF HINDI
Essayiste, conférencier et analyste réinformateur
Auteur du best-seller "Occident et Islam "

Lors de son discours du 30 septembre dernier, Vladimir Poutine a de nouveau pointé du doigt le « satanisme » de l'Occident ayant promu et autorisé l'homoparentalité, l'enseignement de la théorie du genre et, dans certains pays, le changement de sexe des enfants.

L'opposition entre l'Occident et la Russie n'est pas exclusivement géopolitique, elle est civilisationnelle, elle oppose deux modèles : celui de la société fondée sur la loi naturelle et celle qui dégénère. C'est un antagonisme entre un monde voulant conserver l'essentiel des valeurs traditionnelles et un autre qui promeut leur inversion systématique. C'est la guerre entre un Occident athéiste qui se suicide, et une Russie renaissante qui refuse le modèle de société mortifère que cherche à lui imposer l'oligarchie occidentale, et dont la Russie a subi les conséquences dans les années 1990. Le libéralisme économique avait alors mené le pays au bord de l'abîme où se trouvent aujourd'hui les Européens. Cette guerre russo-occidentale est pluridimensionnelle, elle a plusieurs facettes et degrés. Elle ne se résume pas à l'opposition entre deux cultures différentes ; cette guerre est le point historique culminant d'un antagonisme anthropologique, géographique, élémentaire, religieux, idéologique, eschatologique [1] et même juridique. Or, la théorie du choc des civilisations, telle que présentée au grand public par les néoconservateurs et leurs réseaux, visait à diaboliser les sphères culturelles politiques des ennemis de l'Amérique et ainsi justifier leur destruction à court ou moyen termes.

LE CHOC DES CIVILISATIONS SELON HUNTINGTON

Dans son fameux ouvrage, Le Choc des civilisations (1996), Samuel Huntington avance que dans « le monde nouveau qui est désormais le nôtre, la politique locale est ethnique et la politique globale est civilisationnelle. La rivalité entre grandes puissances est remplacée par le choc des civilisations ».

Il considère que la géopolitique mondiale est animée par une « violence entre les États et les groupes appartenant à différentes civilisations » avec un risque « d'escalade si d'autres États ou groupes appartenant à ces civilisations se mettent à soutenir leurs "frères" » [2].

C'est une vision unidimensionnelle des relations internationales, par définition partielle. Elle peut expliquer certains conflits mineurs, localisés, mais ne peut en aucun cas prétendre présenter une vision globale et macro de la géopolitique mondiale.

L'EXEMPLE DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

En 1993, le géopolitologue de l'école réaliste John Mearsheimer faisait la prévision de l'éclatement d'un conflit entre la Russie et l'Ukraine :

« La situation entre la Russie et l'Ukraine est mûre pour qu'éclate entre elles un conflit de sécurité. De grandes puissances que ne sépare pas une longue frontière naturelle, comme c'est le cas pour l'Ukraine et la Russie, craignent pour leur sécurité et en viennent donc souvent à devenir concurrentes. La Russie et l'Ukraine devraient dépasser cette dynamique et apprendre à vivre en harmonie, mais il serait étonnant qu'elles y parviennent. » [3]

MEARSHEIMER ANNONÇAIT AINSI UNE POSSIBLE GUERRE DE CONQUÊTE RUSSE CONTRE L'UKRAINE

Huntington, tenant de l'approche civilisationnelle, était en désaccord avec Mearsheimer. Il affirmait, en 1996, contredisant Mearsheimer et le paradigme étatique :

« À l'inverse, l'approche civilisationnelle met l'accent sur les liens culturels, personnels et historiques qui unissent la Russie et l'Ukraine et le mélange de Russes et d'Ukrainiens qui vivent dans les deux pays. Elle attire l'attention sur la frontière civilisationnelle qui sépare l'Ukraine orthodoxe à l'est de l'Ukraine uniate à l'ouest. Mearsheimer, conformément à la théorie « réaliste » de l'État en tant qu'entité unifiée et séparée, néglige totalement cette donnée historique ancienne. Tandis que l'approche étatique évoque la possibilité d'une guerre russo-ukrainienne, l'approche civilisationnelle montre qu'elle est peu vraisemblable. » [4]

Si l'on s'en tient aux faits, Mearsheimer a eu raison contre Huntington. Toutefois, ce dernier à précisé la possibilité que « l'Ukraine se divise en deux. Les facteurs culturels qui expliquent cette éventuelle séparation conduisent à prédire qu'elle serait plus violente que celle qu'a connue la Tchécoslovaquie, mais moins sanglante que l'éclatement de la Yougoslavie » [5]. C'est effectivement ce qu'il s'est passé. Mais Huntington, focalisé qu'il était sur son paradigme ethnico-religieux, n'a pas anticipé l'implication de la puissance russe – liée culturellement et ethniquement à l'Ukraine de l'est – et des États-Unis (et de son bras armé, l'OTAN), qui n'a jamais abandonné le projet de détruire la Russie. En conclusion, les deux approches, réaliste et civilisationnelle, ne s'excluent pas, comme le prétend Huntington, mais elles se complètent.

Comme dit plus haut, l'erreur d'Huntington a été de réduire la géopolitique à une lecture ethnique et culturelle des relations internationales. Cette approche peut permettre de comprendre et d'anticiper des conflits locaux, comme dans le cas de la guerre civile ukrainienne qui a fini par éclater, mais elle ne lui a pas permis d'anticiper le conflit alimenté par l'OTAN avec la Russie. Le contexte immédiatement post-soviétique des années 1990 se caractérisait par une régionalisation des politiques de défense [6], contrairement à la période précédente qui était celle de l'opposition des blocs. La décennie 1990 était une séquence transitionnelle ; l'histoire de longue durée pouvait permettre d'anticiper la recomposition de blocs, la réémergence et l'émergence de grandes puissances et leur coopération militaire et économique sur une base non pas culturelle, mais réaliste. L'alliance entre la Russie et la Chine, et les pays qui s'agrègent aux BRICS, n'est pas de nature civilisationnelle. Mais Huntington ne s'est pas trompé quand il écrivait que l'adoption par la Russie d'une idéologie venue d'Europe, le marxisme, avait rapproché plus que jamais l'Occident et la Russie. « Bien que les idéologies démocrate, libérale et communiste diffèrent beaucoup l'une de l'autre, les deux camps, en un sens, parlent le même langage. La chute du communisme et de l'Union soviétique a sonné le glas de cette interaction politico-idéologique entre l'Occident et la Russie. L'Occident espère et croit que la démocratie libérale triomphera dans tout l'ex-empire soviétique. Ce n'est pas dit. En 1995, l'avenir de la démocratie libérale en Russie et dans les autres républiques orthodoxes restait incertain. En outre, les Russes ayant cessé d'agir en marxistes pour agir en Russes, le fossé entre l'Occident et la Russie s'élargit. Le conflit entre la démocratie libérale et le marxisme-léninisme opposait deux idéologies qui, malgré leurs importantes différences, étaient toutes les deux modernes et laïques, et se donnaient pour finalité la liberté, l'égalité et le bien-être matériel. Un démocrate occidental pouvait débattre avec un marxiste soviétique. Ce serait impossible avec un nationaliste orthodoxe russe. » [7]

Cette divergence entre l'Occident et la Russie est à situer dans le clivage fondamental modernisme/tradition, progressisme/conservatisme. C'est une tension qui existe au sein même de la Russie depuis les réformes d'inspiration européenne de Pierre le Grand (1672-1725). Au XIXe siècle, cette tension au sein de la Russie s'incarnait dans l'opposition entre slavophiles et émules de l'Occident ; une confrontation qui a repris après la décomposition de l'Union soviétique et qui se poursuit aujourd'hui, entre les traditionalistes orthodoxes et eurasistes, représentés par Alexandre Douguine, et les libéraux pro-occidentaux. L'on peut ainsi parler d'un choc des civilisations intra-russe si l'on définit ce choc comme l'opposition entre tradition et modernité qui transcende toutes les frontières. L'historien et homme politique libéral russe Sergei Stankevich (qui a conseillé Eltsine) préconisait, en 1992, un abandon de la voie atlantiste, et le développement des relations de la Russie avec la Turquie et les pays musulmans, et de « redéployer ses ressources, ses orientations, ses relations et ses intérêts en faveur de l'Asie, en direction de l'est » [8]. L'élargissement de l'OTAN et la menace qu'elle fait peser sur la Russie contraint celle-ci à renoncer à l'occidentalisation. Les États-Unis ont d'ailleurs récemment tranché le lien géo-énergétique entre l'Europe et la Russie. Les pro-occidentaux de Russie, quant à eux, doivent choisir entre le patriotisme ou la trahison. La radicalisation (au sens du retour à la racine) de Dimitri Medvedev est en ce sens tout à fait révélatrice.

La tension Russie/Occident pousse le vieil empire orthodoxe à se débarrasser, progressivement, des avatars du progressisme qui l'ont infesté.

UN CHOC ANTHROPOLOGIQUE

La guerre actuelle oppose le monde anglo-américain et la Russie. L'Europe continentale n'étant pas un sujet géopolitique autonome mais l'objet des États-Unis.

Outre la dimension géostratégique, ce sont deux visions du monde qui s'affrontent, deux anthropologies, deux façons d'être dans le monde.

L'anthropologie [9] russe est communautaire. L'individu est entouré, les liens de solidarité sont solides à l'intérieur de la famille et à l'extérieur de celle-ci, la société étant une famille élargie. L'autre spécificité anthropologique russe est l'égalité dans les rapports ; une égalité dans le partage de l'héritage au sein de la fratrie dont découle l'idée que les hommes sont égaux. Ajoutons à cela la valeur autoritaire. Une verticalité de la structure attribuant au père de famille, et par suite au chef de l'État, un pouvoir fort assurant l'encadrement, la stabilité et la continuité, dans le temps, de la famille et du peuple. Les ancêtres sont au cœur du discours officiel russe.

Cette anthropologie va façonner la façon d'être dans le monde des Russes et leur empire. Un empire terrestre qui va s'étendre en agrégeant les autres peuples considérés comme égaux, condition nécessaire à la pérennité d'un empire. L'agrégation et l'intégration des peuples, dans l'histoire des empires, se fait rarement de façon douce. Le peuple russe est fondamentalement terrestre, il vit géographiquement dans le grand continent, sur « le toit du monde » pour reprendre l'expression de Mackinder.

L'Empire russe s'étend à partir d'un noyau central, comme jadis l'Empire romain ; il ne cherche pas à accaparer des terres à des milliers de kilomètres de ses frontières. Cette anthropologie, cette façon d'être dans le monde, a modelé sa géopolitique et sa diplomatie. Un autoritarisme qui s'exerce au sein de l'empire – d'
ethniquement et co
composite – et dans
ce, et des relations i
dées sur la valeur d
les peuples sont
n'aient pas tous le
scène international
russe est diamétra
celle de son ennem
gleterre, qui a accou
auxquels fait face
aujourd'hui. L'anth
est individualiste.
anglais, traditionne
foyer dès qu'il attein
sépare de ses paren
famille ailleurs. Cont
me russe de la fam
demeure dans le fo
avec sa femme et s
anglais ne considèr
comme égaux dans
Il peut, par testamen
choisir un héritier
ment des autres frèr
l'héritage familial s
pas partie des prior
La société anglaise s
liberté de l'individu
de ses intérêts privé
logie libérale. Un lib
re, les individus
comme inégaux, d
peuples. Les impér
étasuniens, sont fon
me libéral et l'idé
peuples ne sont p
encore moins leur
valeurs vont structu
litique anglo-améri
derrière elle des mi
des pays détruits et
appauvris. L'individu
lisme se sont répan
et ont pénétré éga
Mais il a surtout a
supérieures de la so
bourgeoisie et la bou
L'on peut établir le
protestantisme (re
qui n'a été embrasse
tie de la noblesse e
françaises au XVIe s
gie russe et la longu
son de l'idéologie ex
pouvait pas prendre
Le libéralisme écono
pu perdurer qu'une
sie ; la structure ant
munautaire, autorit
l'étatisme continen
repris le dessus et s
Avec la guerre
moderne progressis
conservatisme devr
prendre le pas sur
rales en Russie.
Dans la confronta
contre les anglo-am
un désavantage ar
structure familiale
taire, qui lui offre c
durée, exerce une p
deur face à la vélocit
de sa structure fa
absolue. On le cons
de réaction de l'Éta
tout son temps
attaques occidental
le plan militaire. Le
à l'espace des peup
pas non plus le m
peuples marins, su
une anthropologie
adaptabilité aquat
tances et aux terrain

UN CHOC GÉOC
UN CHOC DES

Un coup d'œil sur le
apparaître la différ

OCCIDENT

DIMENSIONNEL

autant plus qu'il est onfessionnellement s sa zone d'influen- nternationales fon- d'égalité, l'idée que égaux, bien qu'ils même poids sur la le. L'anthropologie lement opposée à ie historique, l'An- uché des États-Unis e l'Empire russe ropologie anglaise Le jeune homme ellement, quitte le nt l'âge adulte. Il se nts et va fonder sa trairement à l'hom- mille paysanne qui oyer du patriarche es enfants. Le père re pas ses enfants le droit à l'héritage. nt, les déshériter ou exclusif, au détri- res. La continuité de ur la durée ne fait ités anglaises.

se caractérise par la dans la recherche es, terreau de l'idéo- éralisme inégalitai- étant considérés de même que les ialismes anglais et dés sur le capitalis- ée que les autres as leurs égaux et rs semblables. Ces rer toute la géopo- caine qui a laissé illions de cadavres, des peuples entiers ualisme et le libéra- dus dans le monde alement la Russie. atteint les couches ciété russe, la haute urgeoisie des villes. e parallèle avec le ligion inégalitaire) ée que par une par- t de la bourgeoisie ècle. L'anthropolo- ue durée ont eu rai- xogène. La greffe ne e.

omique sauvage n'a e décennie en Rus- hropologique com- taire, incarnée par ntal, a rapidement tabilisé le pays.

contre l'Occident ste et décadent, le rait définitivement les tendances libé-

ation géopolitique éricains, la Russie a nthropologique. Sa solide, communau- ette stabilité sur la esanteur, une lour- té anglo-américaine amiliale nucléaire tate dans le temps at russe, qui prend pour réagir aux es, notamment sur rapport au temps et les terrestres n'est ême que celui des rtout lorsqu'ils ont aussi légère, une ique aux circons- ns.

GRAPHIQUE, ÉLÉMENTS

globe terrestre fait ence géographique entre la Russie et l'Angleterre. Leur distinction géographique est aussi nette que celle de leur anthropologie respective. Le peuple russe vit dans la terre du milieu eurasiatique ; les Anglais sur une île excentrée, ne faisant pas véritablement partie du Vieux Continent : England is of Europe, not in Europe.

De la terre de Russie est sortie la puissance tellurique, l'Empire continental, et de l'île anglaise, le Léviathan, l'Empire maritime. Tout oppose ces deux empires et tout les destinait à s'affronter, dans la mesure où la puissance anglo-américaine, contrairement à la Russie, est en essence sans limite (c'est la Russie qui fixe la limite, en Syrie comme en Ukraine), parce que maritime, tandis que l'État russe est terrestre, par définition limité et limitateur. Leur confrontation était inéluctable, car l'impérialisme maritime global vise à tout submerger, envahir et détruire. Ce n'est pas le droit international qui arrête le Léviathan, c'est le Béhémoth.

L'histoire géopolitique de l'Angleterre est unique, elle n'est pas comparable à celle de Carthage, de Rome ou de Venise. « Sa spécificité, son caractère incomparable, tient au fait que l'Angleterre a réalisé sa métamorphose élémentaire à un moment de l'histoire tout à fait différent et de tout autre manière que les anciennes puissances maritimes. Elle a véritablement transposé toute son existence collective de la terre à la mer. Ce qui lui permit non seulement de remporter de nombreuses guerres et batailles navales, mais aussi de gagner autre chose, en fait infiniment plus : une révolution. Une révolution d'envergure, celle de l'espace planétaire. » [10] Cette révolution, ce passage de la terre à la mer, cette transformation en empire, se font au XVIe siècle, le siècle de la réforme protestante et de l'adoption, par l'Angleterre, du calvinisme. Une religion taillée sur mesure pour la bourgeoisie, pour un empire libéral et commercial. «Le fait que la mer soit une tend à rendre hégémonique la maîtrise des mers, de même que le commerce maritime tend au monopole », écrivait un géographe allemand à la fin du XIXe siècle [11].

C'est en substance ce que disait l'écrivain, officier et explorateur anglais Walter Raleigh (1552-1618) qui a vécu l'époque de la transformation de l'Angleterre en empire des mers :

«Qui domine la mer domine le commerce mondial ; qui domine le commerce mondial possède tous les trésors du monde – et le monde tout court.» [12]

Le monde de la mer, sans frontière, est un monde de l'indistinction. C'est un espace liquide, mobile, instable, tantôt calme, tantôt agité. Il est en cela diamétralement opposé au monde de la terre, celui de la frontière naturelle ou artificielle, de la limite, de la distinction, de la stabilité, de l'ordre et donc du droit. Nous le constatons dans le rapport des États-Unis au droit international. Ils le bafouent systématiquement, ils outrepassent les règles, ils ne respectent pas leurs engagements, qu'ils soient écrits ou oraux.

Quant aux promesses, notamment celle faite à la Russie sur l'OTAN qu'ils ne devaient pas étendre d'un pouce après la décomposition de l'URSS, nous avons vu ce qu'ils en ont fait : ils l'ont oubliée. Sans parler de leurs alliés et vassaux qu'ils abandonnent dans les moments les plus dangereux. Vladimir Poutine a choisi soigneusement ses mots lorsqu'il a qualifié l'Amérique d'« empire du mensonge ». La Russie ayant été dupée à plusieurs reprises par les États-Unis. La raison en est que les Russes prennent très au sérieux le droit international, car ils sont issus de la terre, ils ont une culture de l'étatisme continental. Les États-Unis, héritiers de l'Angleterre, sont portés par les flots du relativisme. Ils ont un rapport singulier à la vérité.

C'est aussi un choc entre deux esprits juridiques et militaires, conditionnés par les éléments marin et terrestre.

« Stratégiquement et tactiquement, guerre terrestre et guerre maritime ont toujours été deux choses différentes. L'important est que désormais, leur opposition traduit l'existence de deux mondes différents, de deux conceptions antithétiques du droit.

Depuis le XVIe siècle, les pays du continent européen avaient arrêté les formes de la guerre terrestre : l'idée fondamentale était que la guerre est une relation d'État à État. Elle met aux prises, de part et d'autre, la force militaire organisée de l'État et les armées s'affrontent en rase campagne. Les adversaires en présence sont les armées : la population civile, non-combattante, reste en dehors des hostilités. Elle n'est pas l'ennemi, et n'est d'ailleurs pas traitée comme tel aussi longtemps qu'elle ne participe pas aux combats. La guerre sur mer, par contre, repose sur l'idée qu'il faut atteindre le commerce et l'économie de l'adversaire. Dès lors, l'ennemi, ce n'est plus seulement l'adversaire en armes, mais tout ressortissant de la nation adverse et même, finalement, tout individu ou État neutre qui commerce avec l'ennemi ou entretient des relations économiques avec lui.

La guerre terrestre tend à l'affrontement décisif en rase campagne. La guerre marine n'exclut pas le combat naval, mais ses méthodes privilégiées sont le pilonnage et le blocus des côtes ennemies et la capture de navires de commerce ennemis et neutres selon le droit de prise.

Par essence, ces moyens privilégiés de la guerre sur mer sont dirigés aussi bien contre les combattants que contre les non-combattants. Un blocus, par exemple, frappe sans distinction toute la population du territoire visé : militaires, civils, hommes, femmes, enfants, vieillards. » [13]

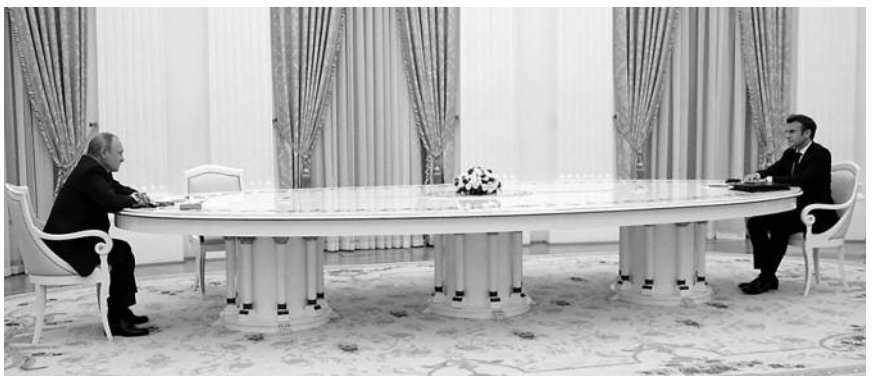
Ce texte, écrit en 1942, et qui présente les pratiques guerrières des puissances maritimes, est un portrait-robot des États-Unis. Nous l'avons vu avec les embargos frappant les peuples cubain, irakien, iranien et bien d'autres pays. L'Amérique et ses alliés qui ont adopté les pratiques thalassocratiques, y compris la France, ont écrasé les populations et les infrastructures civiles sous les bombes en Irak (la France de Mitterrand a participé à la guerre du Golfe), en Libye, en Serbie…

La Russie en Ukraine fait la distinction entre les civils et les militaires et se garde de raser les villes avec des tapis de bombes comme le font les anglo-américains.

UN CHOC RELIGIEUX

La religion des Russes est elle aussi attachée historiquement à la terre. Moscou est l'héritière de Constantinople, elle-même héritière de Rome, trois capitales politico-religieuses d'empires terrestres. L'Église romaine, les patriarcats de Constantinople et de Moscou, sont des autorités religieuses établies sur le modèle de la structure impériale de Rome.

Quant à l'Angleterre, elle se coupe de l'autorité cléricale de Rome en 1534, elle largue les amarres durant une réforme religieuse qui la mène à adopter le calvinisme. La rupture avec le



Vieux Continent est consommée. Thomas Cromwell, ministre principal du roi d'Angleterre Henri VIII, déclare alors que « ce royaume d'Angleterre est un empire » [14].

Sous le règne d'Élisabeth Ire (de 1558 à 1603) émergea et s'imposa en Angleterre le puritanisme, courant du calvinisme qui visait à « purifier » l'Angleterre du catholicisme. Le calvinisme était tout à fait approprié à l'Empire du commerce anglais. Calvin et les calvinistes « abordèrent l'économie comme des hommes d'affaires ». Le calvinisme est en grande part un mouvement urbain, et « il fut transporté de pays en pays par des commerçants et des ouvriers émigrants… » Le calvinisme a son quartier général à Genève, et, plus tard, ses adeptes les plus influents dans les grands centres d'affaires, comme Amsterdam et Londres. «Ses chefs adressèrent leur enseignement, non pas exclusivement, mais principalement aux classes engagées dans le commerce et l'industrie, qui formaient les éléments les plus modernes et progressistes de la vie du siècle.

Ce faisant, ils commencèrent, de toute évidence, par reconnaître franchement la nécessité du capital, du crédit et de la banque, du grand commerce et de la finance et des autres données pratiques du monde des affaires. Ainsi rompent-ils avec la tradition qui, tenant pour répréhensible tout souci des intérêts économiques "au-delà de ce qui est nécessaire pour la subsistance", avait stigmatisé l'intermédiaire comme un parasite, et l'usurier comme un voleur. » [15]

Le calvinisme était une doctrine religieuse bourgeoise, taillée pour le commerçant et le banquier. Calvin enseigna à cette bourgeoisie « à se sentir comme un peuple élu, la rendit consciente de sa grande destinée à accomplir selon le dessein de la Providence, et résolue à l'accomplir » [16].

La prédestination était un équivalent de l'élection divine du judaïsme. Elle prit une forme socio-économique et impériale en fusionnant avec l'anthropologie anglaise au moment de la transformation de l'île en empire maritime. Le calvinisme, religion de l'intérêt personnel et de la lutte pour la réussite économique, était l'outil idéal du commerçant et de l'aventurier des mers. Il y a une osmose entre calvinisme et élément marin, une « complicité géopolitique entre le calvinisme institué et le sursaut des énergies maritimes de l'Europe. Même les fronts religieux et les slogans théologiques de cette époque portent en eux l'antagonisme des forces élémentaires qui ont provoqué ce glissement de l'existence historique du continent à la mer » [17].

Les puissances anglo-américaines, judéo-protestantes et maritimes, l'Angleterre et les États-Unis, sont les vecteurs de la globalisation économique, du consumérisme individualiste, de la société liquide, sans frontière ni attache, du capitalisme libéral financier sauvage, étendu par le système de libre-échange… Tout ce qu'ils ont imposé au monde. De tout cela, le judéo-protestantisme a été le moteur.

Et la Russie, dont l'anthropologie, la religion et la structure politique sont continentales, a été frappée dans la décennie 1990 par ce libéralisme judéo-protestant qui promeut aujourd'hui le LGBTisme.

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, et donc du retour de l'étatisme continental, la Russie se tient à l'écart du système de libre-échange anglo-américain. La Russie n'a pas mis son peuple au service des multinationales occidentales, comme l'a fait la Chine.

La religion judéo-protestante et le messianisme des Pères pèlerins, qui se considéraient comme un peuple élu, entrent en confrontation directe avec la culture chrétienne égalitaire russe. Les dirigeants russes, à commencer par Vladimir Poutine, critiquent régulièrement cet exceptionnalisme américain ; cette idée selon laquelle le peuple américain – en fait ses élites – est l'élu parmi les nations et dont la destinée manifeste est de nous imposer à tous son modèle, fût-ce par le bombardement atomique comme au Japon. Un impérialisme inégalitaire et envahissant qui ne pouvait finalement qu'entrer dans une guerre violente avec la puissance continentale orthodoxe, qui, si elle ne joue pas son rôle de limitateur, condamnera le monde à subir une tyrannie anglo-américaine judéo-protestante plus infernale que jamais.

Youssef Hindi

Notes

[1] https://strategika.fr/2022/08/18/le... [2] Samuel Huntington, Le Choc des civilisations, 1996, édition français, 1997, Odile Jacob, pp. 21-23. [3] John J. Mearsheimer, « The Case of a Nuclear Deterrent », Foreign Affairs, 72, été 1993, 54. [4] Samuel Huntington, Le Choc des Civilisations, pp. 38-39. [5] Samuel Huntington, Le Choc des Civilisations, p. 39. [6] Samuel Huntington, Le Choc des Civilisations, pp. 185-186. [7] Samuel Huntington, Le Choc des Civilisations, pp. 204-205. [8] Sergei Stankevich, « Russia in Search of Itself », National Interest, été 1992, pp. 48-49. [9] Sur les structures familiales, voir Emmanuel Todd, La Troisième Planète, Seuil, 1983. [10] Carl Schmitt, Terre et Mer, 1942, Le Labyrinthe, 1985, Pierre-Guillaume de Roux, 2017, Krisis, 2022, p. 144. [11] Friedrich Ratzel, La Géographie politique, 1897, Fayard, Paris, 1987, p. 174. [12] Cité par Carl Schmitt, op. cit. p. 173. [13] Carl Schmitt, op. cit. pp. 173-174. [14] G. R. Elton, The Tudor Constitution : Second Edition, Cambridge University Press, 1982, p. 353. [15] R. H. Tawney, La Religion et l'Essor du capitalisme, Londres, 1926, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1951, p. 103. [16] R. H. Tawney, op. cit. p. 110. [17] R. H. Tawney, op. cit. p. 110.

CONTRÔLER LES RESSOURCES ET GÉNÉRER DE NOUVEAUX MARCHÉS

Le «pacte économique» de l'armée française au Sahel

"Les ressortissants français qui se trouveraient dans cette zone doivent savoir que leur liberté et leur vie sont explicitement et directement menacées...". Le Quai d'Orsay n'y va pas par quatre chemins pour dissuader les Français de se rendre au Mali ou dans les zones rouges du Niger et de Mauritanie.

Mais c'est presque la moitié de l'Afrique - les trois pays du Maghreb et toute la bande sahélienne, de Dakar à N'Djamena - qui est concernée par les appels à la vigilance lancés par la France à ses expatriés. Des détachements du GIGN ont été dépêchés sur zone pour renforcer la sécurité des ambassades françaises de Niamey (Niger), Nouakchott (Mauritanie) et Bamako (Mali). Les trois établissements scolaires français de la capitale malienne sont toujours fermés et, selon les services de la ministre chargée des Français de l'étranger, tous les Français – quelque 6.000 personnes – résidant au Mali ont été regroupés à Bamako : "Nous avons réactivé notre protocole d'îlotage de manière à ce que tout le monde puisse être contacté rapidement. Nous avons aussi invité ceux dont la présence n'est pas nécessaire à rentrer en France, mais nous n'avons lancé aucun appel à partir."

"IL N'EST PAS QUESTION POUR LES SOCIÉTÉS DE QUITTER LA RÉGION"

Quels sont les risques qui pèsent sur nos compatriotes? La menace d'un attentat ne peut être exclue, comme en témoigne le projet d'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade de France en Mauritanie, déjoué en septembre dernier.

Mais c'est le risque d'enlèvement qui prédomine : huit otages français sont toujours aux mains des djihadistes dans le nord du Mali ; sans oublier la fin tragique du kidnapping de deux jeunes Français en plein centre de Niamey en janvier 2011.

Et voilà maintenant qu'un site gazier algérien est investi par des terroristes. Un choc, même pour les spécialistes comme Louis Caprioli, conseiller pour le groupe Geos - leader européen dans le management des risques - et ancien responsable de la Direction de la sûreté du territoire (DST).

Quelles conséquences pour les quelque 500 sociétés françaises, dont GDF, Total ou Technip, présentes en Algérie? "Il n'est pas question pour ces sociétés de quitter la région", avait déclaré Laurence Parisot, la présidente du Medef. Même discours de la part de Louis Caprioli : "Il faut augmenter le niveau de vigilance mais pas déguerpir. Cela fait vingt ans que l'Algérie fait face au terrorisme et les entreprises sont toujours là." Lafarge, Thales, Axa, France Télécom, BNP, Société générale, Vinci, Accor, Bouygues, Sanofi…

La liste des sociétés tricolores présentes dans cette partie du monde comprend aussi Areva, le groupe nucléaire a encore 30 expatriés pour un effectif d'environ 2 700 personnes.

Si une guerre est actuellement en cours au Mali, l'extrême porosité des frontières dans la zone sahélienne et la mobilité des différents groupes djihadistes empêchent de circonscrire le danger au seul territoire malien. Qu'en est-il de possibles cellules dormantes dans les pays voisins? "Tout dépendra de la capacité des services et des armées de ces pays à répondre à la menace, à l'anticiper", analyse Louis Caprioli.

A. Am.

CHASSÉ DU SAHEL, LE GROUPE DES FRANCO-EXPANSIONNISTES S'AGITE

Bamako, cible d'une campagne médiatique de diabolisation

Le gouvernement malien de transition est la cible d'une "véritable campagne médiatique de diabolisation", et d'un "véritable terrorisme politique et diplomatique", affirme le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga qui soutient néanmoins que le gouvernement "ne bougera pas d'un iota". "Il y a une véritable campagne médiatique de diabolisation du gouvernement de transition orchestrée par ceux qui ont soutenu le gouvernement corrompu et laissé faire des détournements massifs au niveau du budget destiné à l'armée et à la sécurité du pays", a affirmé Choguel Maïga, qui intervenait depuis Bamako, à l'émission "L'histoire en marche", diffusée jeudi sur les ondes de la radio nationale, chaîne 3. "On a exercé contre notre gouvernement un véritable terrorisme politique, diplomatique et médiatique pour nous faire plier", a assuré le Premier ministre. "On nous bougera pas d'un iota des positions de principe pour défendre notre pays", a-t-il dit dans ce contexte démentant une nouvelle fois les accusations proférées contre les autorités maliennes d'avoir engagé des "mercenaires". Le Premier ministre malien est revenu sur les évènements du 18 août 2020: "Nous avons expliqué à nos partenaires de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) que ce qui s'est passé au Mali n'est pas un coup d'Etat classique et que les militaires ne sont pas sortis des casernes pour venir prendre le pouvoir" . "Lorsque le changement est intervenu le 18 août 2020, 24 heures plus tard, c'est un véritable bain de sang qui était programmé parce que le pouvoir avait décidé de mater dans le sang l'insurrection populaire et d'arrêter tous les leaders de l'insurrection", a-t-il expliqué.

Donc, "pour éviter le bain de sang et le chaos qui pouvait nous conduire à la guerre civile c'est l'aile patriotique de l'armée qui est intervenue pour mettre fin à cette dérive", a encore précisé le Premier ministre malien. Et d'ajouter: "Ces militaires ont toujours dit que leur but était de réaliser les exigences et les demandes du peuple". Dans ce contexte, Choguel Maïga, a rappelé que le gouvernement en place au Mali est issu d'une insurrection populaire qui a duré des mois et qui réclamait de résoudre plusieurs problèmes dont l'insécurité. Il dira à ce sujet que "le terrorisme au Mali est présent aujourd'hui dans environ 60 à 70 % du territoire ", malgré la présence de 14.000 militaires de la Minusma (Mission de l'ONU au Mali), plus de 5.000 soldats français, plus de 5.000 militaires du G5 Sahel, en plus de l'armée malienne (30.000 à 40.000 personnes).

Parmi les revendications de l'insurrection populaire aussi figure la lutte contre corruption qui, avec "la mauvaise gouvernance sont à l'origine de la déliquescence de l'Etat depuis 30 ans". Donc, a-t-il poursuivi, "il faut appliquer ces exigences" appelant à cet effet à "des réformes politiques et institutionnelles profondes" pour remettre le pays sur les rails.

R.I./avec Aps

SAHEL CENTRAL

Théâtre des nouvelles guerres climatiques ?

Par Crisis Group

Dans la région du Sahel central, les Etats se mobilisent pour lutter contre les effets du changement climatique sur les crises violentes. Cette préoccupation est légitime. Cependant, pour trouver des réponses adaptées à la montée de l'insécurité, il importe de sortir de l'équation simple entre réchauffement climatique, raréfaction des ressources et flambée des violences.

QUE SE PASSE-T-IL ?

Les Etats sahéliens et leurs partenaires se mobilisent pour lutter contre les effets du changement climatique, notamment parce qu'ils craignent son impact sur les conflits. La région du Sahel central est marquée par une montée de l'insécurité et une augmentation des violences armées liées en grande partie aux compétitions autour des ressources naturelles en zone rurale.

EN QUOI EST-CE SIGNIFICATIF ?

Le changement climatique a certainement contribué à une mutation des systèmes agro-pastoraux régionaux. Néanmoins, le lien direct parfois établi entre réchauffement climatique, réduction des ressources et augmentation des violences ne constitue pas un cadre adéquat pour formuler des réponses adaptées.

Comment agir ? S'il est indispensable de tenir compte de l'impact du changement climatique au Sahel, cela ne peut se faire qu'en reliant le facteur climatique à un ensemble plus large de causalités, et en prenant en considération les choix politiques régissant l'accès aux ressources.

SYNTHÈSE

La région du Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger) est perçue, depuis les sécheresses des années 1970-1980, comme un espace écologiquement fragile et de grande pauvreté. Parallèlement, on assiste, dans cette région, à une montée de l'insécurité, et à une multiplication des groupes armés dans les zones rurales, dont certains se revendiquent du jihad. Pourtant, l'idée selon laquelle le réchauffement climatique entrainerait une réduction des ressources disponibles et, par conséquent, une augmentation des violences, ne semble pas se vérifier. La multiplication des conflits dans la région est moins liée à la diminution des ressources disponibles qu'à la transformation des systèmes de production qui génèrent des compétitions mal régulées autour de l'accès aux ressources – en particulier foncières – de plus en plus convoitées. La région du Sahel central est devenue l'épicentre d'une zone d'insécurité mêlant repli des Etats sur les espaces urbains et multiplication des groupes armées dans les zones rurales.

LIGUE 1 – 9E JOURNÉE

Le CSC se ressaisit, l'USMK s'offre le MCA

Le CS Constantine, leader du championnat national de Ligue 1, a repris sa marche en avant lors de la réception de l'US Biskra (2-1), à l'occasion de la 9e journée du championnat national de Ligue 1, disputée ce vendredi. De son côté, l'USM Khenchela s'est emparée seule de la 3e place après avoir pris le meilleur sur le MC Alger (2-0).

La période de disette du CSC n'aura pas duré longtemps, et ce, au grand bonheur de ses inconditionnels. Après avoir concédé leur premier revers de la saison lors de la dernière journée, face au MC Alger, à domicile de surcroît, les Sanafir ont su rebondir lors de la réception de l'US Biskra en dépit de l'absence du public pour cause de huis clos.

Premier à prendre l'avantage dans cette partie, les capés de Kheireddine Madoui ont ouvert la marque à la 15e minute par l'international béninois Koukpo. La réaction des gars des Zibans a été rapide, car ils ont réussi à remettre les pendules à l'heure, trois minutes plus tard, grâce à Zeghnoun (18').

Dès le retour des vestiaires, Abdelhafid (47') a permis aux Constantinois (1er– 17 pts) de reprendre les choses en main et ainsi signer leur 5e succès de la saison.

L'USMK, LA BELLE SURPRISE

Pour sa première saison chez l'élite, l'USM Khenchela continue de faire des étincelles et s'affiche comme la belle surprise de ce début de saison. Surprenant 3e au classement, avec 15 unités, le promu a cette fois accroché le MC Alger à son tableau de chasse.

Du côté du stade Hamam-Ammar, il n'a fallu que cinq petites minutes aux locaux pour débloquer la situation par l'entremise du Nigérian Tosin Abraham Omoyele (5'). Par la suite, les inconditionnels d' El Ittihad ont dû patienter jusqu'à la 59e minute pour voir leur équipe faire le break, par l'entremise de Bayazid, et par la même occasion enregistrer une 5e victoire de rang qui la propulse sur la 3e marche du podium, à égalité de points avec le CR Belouizdad.

5/5 POUR LE CHABAB

En parlant du CRB, le champion d'Algérie en titre est lui aussi intraitable depuis l'entame du nouvel exercice. À l'image de l'USMK, le Chabab s'est offert sa 5e victoire consécutive en disposant du NC Magra (3-1).

Dans cette partie où tout s'est joué en seconde période, Mrezigue (63') a montré la vois à suivre à ses coéquipiers, avant d'être imité par l'international nigérian Anayo Iwuala (80') et Bougherra (90'), sur penalty. Entre-temps, les visiteurs avaient réussi à réduire l'écart à la 88e minute par Banouh.

Qualifiés pour la phase de poules de la Ligue des champions, les Rouge et Blanc (2e – 15 pts) ont également le vent en poupe en championnat. Le CRB, qui n'a disputé que cinq matchs, est entrain d'emprunter le bon chemin pour un 4e sacre d'affilée, même si la route est encore longue.

L'ESS PIÈGE LA JSK

Contrairement au CRB, la qualification de la JS Kabylie en phase de groupes de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) n'a pas arrangé les affaires des Canaris en championnat. En effet, les Jaune et Vert ont été piégés dans leur antre par l'Entente de Sétif (2-3).

Pourtant, les choses semblaient bien parties pour les camarades de Harrag, auteur de la première réalisation des Lions du Djurdjura (35'). Le Nigérian Godwin Okwara a ensuite égalisé pour l'Aigle Noir à la 66e minute, avant de voir Mouaki redonner l'avantage à la JSK, sur penalty, à la 82e minute.

La formation de la ville des genêts semblait tenir sa deuxième victoire de la saison, mais l'Entente a réussi à renverser la vapeur dans le temps additionnel grâce à Guenaoui (90+2') et Tabti (90+5').

Défait chez lui lors de dernière journée, l'ESS (7e – 11 pts) s'est rachetée de la meilleure des manières, alors que la JSK (15e- 4 pts) n'arrive toujours pas à décoller en Ligue 1.

TROIS MATCHS NULS

Concernant les quatre autres parties jouées cet après-midi, elles se sont soldées sur des scores de parité. L'USM Alger a été accrochée par la JS Saoura (1-1), l'ASO Chlef a été tenue en échec par le RC Arbaâ (1-1), le MC El Bayadh et le Paradou AC se sont quittés sur un score blanc (0-0).

Cette 9e manche connaitra son épilogue ce samedi avec le déroulement du match HB Chelghoum Laïd - MC Oran, dont le coup d'envoi sera donné à 15h00 au stade du 11 Décembre 1960.

Radio Algérie

GLOBE SOCCER AWARDS

MAHREZ PARMI LES 25 NOMINÉS

Riyad Mahrez est parmi les 25 nominés pour le trophée du meilleur joueur de la saison 2021-2022 décerné par Globe Soccer Awards, organisé annuellement par l'Association européenne des clubs (ECA) et par l'Association européenne des agents de joueurs (EFAA) et dont la cérémonie se tient à Dubaï.

L'international Algérien qui était 12e au classement du Ballon d'Or, sera en lice aux côtés de Kylian Mbappé (PSG), Karim Benzema (Real Madrid), récemment sacré Ballon d'Or, Robert Lewandowski, titulaire du trophée Gerd Müller du meilleur buteur de la saison, ou encore Erling Haaland (Manchester City), auteur d'une année 2022 de très haute facture. En plus des deux noms précédemment cités, Christopher Nkunku (RB Leipzig) est le troisième Français postulant à la récompense.

La cérémonie se tiendra à Dubaï (Émirats Arabes Unis) le 17 novembre 2022, soit quelques jours avant le début de la Coupe du monde au Qatar (20 novembre-18 décembre).

Meriem Dj.

AC AJACCIO- PSG

BELAÏLI EN DIFFICULTÉ POUR SA PREMIÈRE TITULARISATION

Youcef Belaïli et l'AC Ajaccio ont reçu avant-hier soir, le Paris Saint-Germain en vue de la 12e journée de Ligue 1 Uber Eats. Le premier match de l'international algérien face à la formation parisienne du Paris Saint-Germain ouvrait cette 12e journée de Ligue 1 sur la pelouse de François-Coty, où il affrontait l'AC Ajaccio, relégable et 18e du championnat avant cette rencontre.

Récemment débarqué de Brest, l'Algérien a, comme à son habitude, joué de son habileté technique pour tenter de faire des différences.

Oubliant parfois ses partenaires, il a également manqué de lucidité au moment de son dernier geste. Logiquement plus effacé durant la phase de domination parisienne, il a plus été retrouvé par ses partenaires durant la dernière demi-heure de la rencontre, obligeant notamment Gianluigi Donnarumma à se coucher sur une frappe tendue (70e).

Leader au classement, le club de la capitale souhaitait montrer un meilleur visage dans le jeu et prendre six points d'avance provisoires sur son dauphin Lorient, en déplacement à Lorient dimanche après-midi (15h).

Invaincus sur ses deux derniers matches (victoire à Marseille et nul à Troyes), les Corses étaient dans l'obligation de faire un résultat afin de sortir temporairement de la zone rouge.

Aymen D.

CLÔTURE EN APOTHÉOSE DE LA 12E ÉDITION FESTIVAL INTERNATIONAL

Vibrant hommage aux praticiens de la musique symphonique

C'est dans une grande ambiance et en présence d'une foule record, que s'est achevée la 12e édition du Festival Culturel International de la Musique symphonique ce 20 octobre 2022, à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh.

Cette soirée de clôture a été marquée par une série d'hommages rendus aux praticiens de la musique symphonique, le secrétaire général et les techniciens de l'Opéra d'Alger ainsi qu'à ses deux animateurs. Le commissaire du Festival, Abdelkader Bouazara et la directrice générale de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), Nacira Aiyachia, ont voulu ainsi remercier ces hommes et ces femmes pour leur contribution et leur parcours honorable. Il s'agit des enseignants de musi-que Khalil Guechoud, Samia Ladjel, Sihem Himer, Djamel Niar, Abdessamed Besdat, Salim Djelloul Bouyahi, Erina Khemkhoum, et le musicien Fathi El-Aid. A cette occasion, Khalil Guechoud, enseignant de musi-que et l'un des fondateurs de cette manifestation a déclaré sur scène : « Je suis très honoré de participer à cette cérémonie. C'est pour moi un honneur d'avoir vécu toutes ces années avec l'Orchestre symphonique d'Alger en compagnie de Monsieur Bouazara ». Trois membres fondateurs du festival, à savoir Chaker Djalel Sedairia, Hadjira Aireche et Amira Lardjel ont été également remerciés pour leur contribution, depuis 2009, à la réussite de cet événement. Le Secrétaire général Farid Khaoues et les techniciens de l'Opéra d'Alger ont été également remerciés pour leur travail acharné.

Le commissariat du Festival n'a pas omis d'honorer ses animateurs Fatima Charef et Mohcene Bouzertit pour leur bienveillance et leur professionnalisme.

Cette clôture s'est déroulée en présence du chargé d'affaires auprès de l'ambassade de la Russie, Alexandre Marchenko, et du chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, Patrick Rankhumise.

Abdelkader Bouazara a ensuite annoncé la clôture officielle de la 12e édition. Et a cédé la scène à l'Orchestre philharmonique national de Mzansi d'Afrique du Sud, qui devait être suivi du concert de l'orchestre « Académie de musique russe ».

L'Orchestre philharmonique national de Mzansi d'Afrique du Sud a joué trois pièces musicales classiques sud-africaines. Il s'agit de suite Holberg de E Grieg, Hymne de B. Ndodana-Breen et Sérénade pour cordes de Tchaïkovski. Matheu Kieswetter, chef d'orchestre, a déclaré : « J'ai été convié à conduire cet orchestre avec un programme préparé par l'équipe artistique. C'était important pour moi que les Sud-Africains soient présents dans un festival international. C'est un immense privilège pour nous de jouer la musique africaine en Afrique ».

Mzansi National Philharmonic Orchestra est un orchestre national. L'Afrique du Sud détient plusieurs orchestres. Les musiciens qui sont venus à Alger sont issus de plusieurs formations. Ces musiciens ont des projets différents. Dans chaque projet musical, on ramène des musiciens différents. De son côté, Orchestre "Academy of Russian Music" a présenté au public un programme harmonique des trois siècles de la musique russe, un beau voyage musical. Les œuvres de Tchaïkovski N. Myaskovsky ou encore de Y. Abdokov ont été brillamment interprétées. « Nous avons joué des pièces de Tchaïkovski du 19e siècle. Le fondateur de l'école russe Nikolai Myaskovsky et le représentant de la musique contemporaine Y. Abdokov. Sans prétention aucune, je pourrais dire que notre musique symphonique russe prospère. Nous avons d'excellents retours », a confié le chef d'orchestre de l'Academy of Russian, Ivan Nikiforchin, à sa sortie de scène. Academy of Russian Music est une structure de référence. Elle regroupe à la fois un orchestre de chambre et un chœur. L'orchestre est composé de jeunes musiciens des principaux établissements d'enseignement musical de la capitale : le Conservatoire de Moscou, l'Académie Gnessin, l'Institut de musique Schnittke, dont la plupart sont lauréats de prestigieux concours internationaux. L'orchestre change au gré du programme.

Meriem D.

LE MAESTRO MISAK BAGHBUDRIAN/FCIMS :

« Nous avons voulu offrir un programme unique au public algérien »

Missak Baghboudarian, chef d'orchestre est né en 1973 à Damas, ville où il fait ses premières études musicales. Diplômé de l'Institut Supérieur de Musique de Syrie (spécialités : l'art musical, le piano et la direction d'orchestre), il se rendra à Florence (Italie) pour se spécialiser et de se perfectionner dans la direction d'orchestre. Il est suivi et accompagné par d'illustres musiciens et compositeurs italiens. Il est désigné en qualité de maestro de l'Orchestre Amadeus de Florence. Durant son séjour en Italie, le maestro Missak Baghboudarian effectue des tournées en Europe, notamment en Finlande, Roumanie et Allemagne.

Il se rend également aux Etats-Unis d'Amérique. En 2003, il retourne à Damas et dirige l'Orchestre Symphonique Syrien. Avec cet ensemble, le maestro Missak Baghboudarin donne régulièrement des concerts, aussi bien en Syrie que dans les pays arabes, dont la Jordanie, le Sultanat d'Oman, le Liban, Dubaï, Bahreïn. Missak Baghbouarian a, à son actif, de nombreux enregistrements (musique d'opéra), réalisés en coordination, notamment avec l'Orchestre du théâtre de la ville de Florence.

Dans cette entretien il nous parle de sa participation au 12e Festival Culturel International de la Musique Symphonique (FCIMS), qui a prit fin jeudi soir à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih

PARLEZ-NOUS DE VOTRE PARTICIPATION À CETTE 12E ÉDITION ?

La Syrie participe à ce festival depuis 2009. Nous participons à la plupart des éditions, depuis sa création. Et c'est notre 11e participation. J'ai remarqué que le festival et le niveau musical se développent chaque année. L'intérêt du public s'agrandit également, ce qui est important pour la continuité de cet événement.

Pour cette nouvelle édition, vous rendez hommage à Astor

PIAZZOLA, POURQUOI CE CHOIX ?

Le compositeur argentin Astor Piazzola est considéré comme inventeur du tango moderne, qui l'a rendu avec son propre style. Sa musique est reprise sur les plus grands théâtres du monde, dans un style orchestral et symphonique.

Il lui a permis de passer d'un quartier populaire à la plus grande interprétation symphonique classique.

Pour cette 12e édition du Festival Culturel International de la Musique Symphonique, nous avons voulu offrir un programme unique au public algérien, alors nous avons choisi les œuvres de ce grand compositeur.

COMMENT SE PORTE LA MUSIQUE SYMPHONIQUE EN SYRIE ?

Malgré les conditions difficiles et la guerre, l'Orchestre symphonique Syrienne, l'Opéra et les troupes musicales du pays continuent d'œuvrer. Nous avons réussi quelque part, à passer un message culturel, humain et social, durant ces années de guerre. Et cela, grâce à la volonté des musiciens et de l'État syrien en plus de la volonté du public qui a toujours répondu présent à tous les concerts.

Meriem D.

SOIXANTENAIRE DU RECOUVREMENT DE L'INDÉPENDANCE :

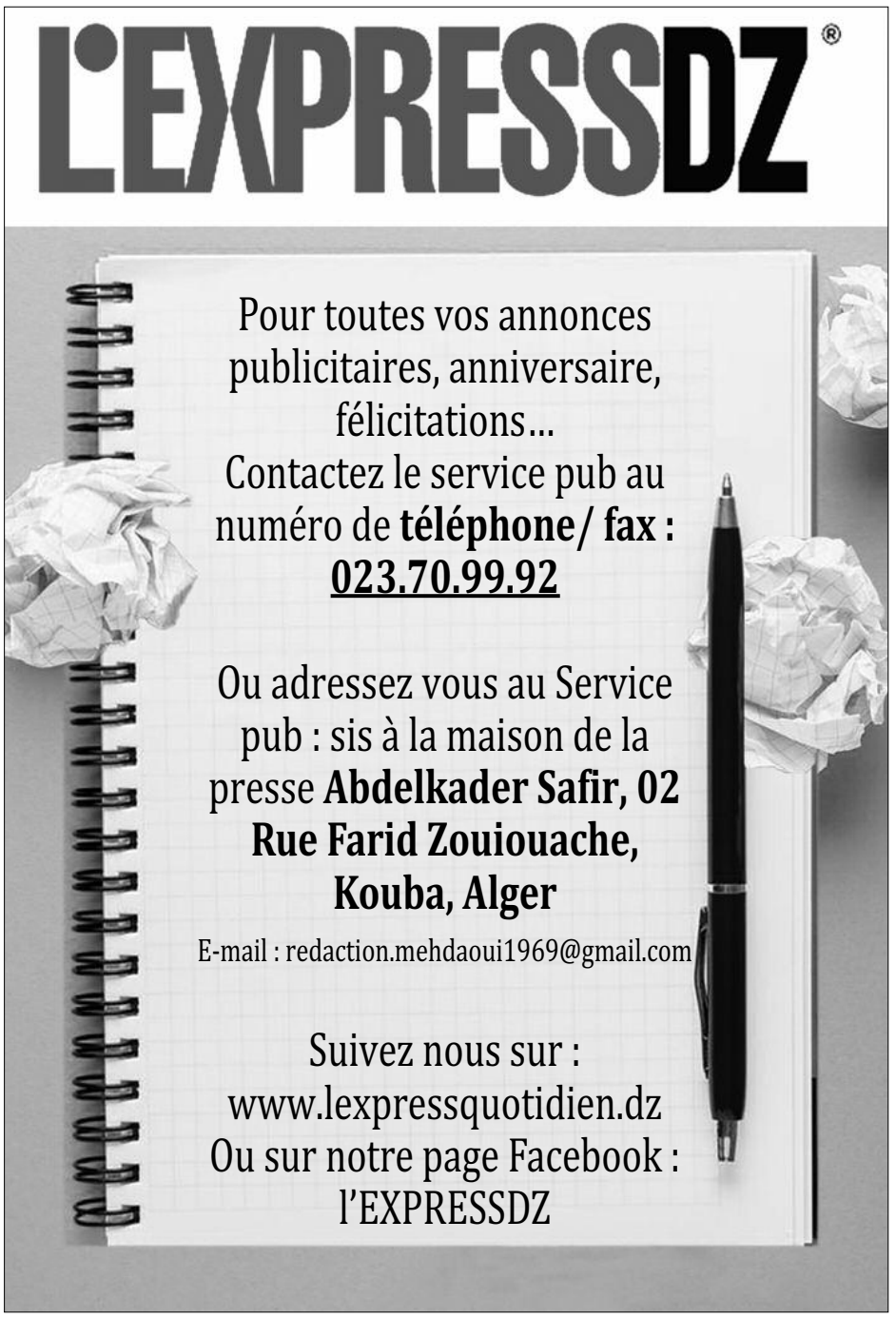
Le film "Saliha" projeté à Alger

Le film "Saliha", un long métrage du réalisateur Mohamed Sahraoui, qui retrace le parcours de lutte militant de la chahida Zoubida Ould Kablia, connue sous son nom de guerre "Saliha" et tombée en martyr à Mascara en 1958, a été projeté jeudi à Alger. La cérémonie de projection s'est déroulée en présence du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, du Conseiller du président de la République, chargé des affaires spéciales, Mohamed Chafik Mesbah, et de l'ancien ministre et président de l'Association des anciens du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), Dahou Ould Kablia, en sus de plusieurs anciens ministres et des moudjahidine.

Le long métrage "Saliha" d'une durée d'une heure et demie, retrace des faits historiques sur le parcours militant de la Chahida Saliha Ould Kablia. Cette jeune médecin a quitté les bancs de la faculté de médecine pour rejoindre les rangs des moudjahidine dans la ville de Mascara et mettre ses compétences médicales au service de la Révolution. Mohamed Sahraoui qui a également réalisé le film "Sarkadji" rapporte des faits réels ayant marqué la mission de Saliha au chevet des blessés parmi les moudjahidine et les habitants des régions rurales. Dans cette œuvre, M. Sahraoui a tenu à faire ressortir le côté humain tout au long du film, notamment dans certaines situations qui dénotent la forte personnalité de Saliha, qui était autant déterminée et féroce pour combattre l'ennemi que bienveillante avec tout un chacun. La caméra du réalisateur a parcouru les montagnes et campagnes de la région, soulignant la beauté et la grandeur des reliefs témoins des batailles et qui furent un bouclier pour les révolutionnaires.

R.C.

L'EXPRESS
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public
Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : L'EXPRESSDZ


L'EXPRESSDZ®
Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaire, félicitations…
Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92
Ou adressez vous au Service pub : sis à la maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com
Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook :
l'EXPRESSDZ

L'EXPRESS
Suivez nous sur notre page Facebook : l'EXPRESS.DZ
L'express le quotidien
@LexpressAlgerie - Journal
Déjà abonné(e)
Accueil
Avis
Vidéos
Photos
Plus
J'aime déjà
Message
À propos
Voir tout
L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infor...
Afficher la suite
380 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
411 personnes sont abonnées
https://www.lexpressquotidien.dz/
023 70 99 92
Envoyer un message
lexpressquotidien2021@gmail.com
Journal
Suggérer des modifications
Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?
+21323709992
Oui
Je ne suis p...
Non
Créer une publication
Photo/Vidéo
Je suis là
Identifier des amis
L'express le quotidien
Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
LEXPRESSQUOTIDIEN.DZ
Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
J'aime
Commenter
Partager
L'express le quotidien
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
LEXPRESSQUOTIDIEN.DZ
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express
L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS
ACTUALITÉ
SOCIÉTÉ
CULTURE
RÉGION
SANTÉ
« Les hausses injustifiées des prix sous-tendus par des calculs politiciens »
Télécharger la version PDF
NATIONAL
Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »
DE RÉDACTION 12 OCTOBRE 2021
National
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »
Tebboune: « Les hausses injustifiées des prix sont sous-tendus par des calculs politiciens »
Le retour de l'ambassadeur d'Algérie en France lié au « respect total à l'Algérie »
Ce qu'il convient de retenir de la réunion du Gouvernement
Le nécessaire « coup de balai » dans la « jungle » de la presse papier
Politique
Région

L'EXPRESS 415 - DIMANCHE 23 OCTOBRE 2022

France : économies d'énergie, le chauffage en ligne de mire

Les faits Le gouvernement a présenté jeudi 6 octobre son plan pour réduire la consommation d'énergie de la France de 10 % dans les deux prochaines années. La sobriété en matière de chauffage représente le principal gisement d'économie.

Par Camille Richir

Sobriété, oui, mais sobriété «choisie». Plutôt que la contrainte, le gouvernement veut miser sur la «concertation» pour parvenir à réduire de 10 % la consommation énergétique du pays dans les deux prochaines années. Distillé depuis plusieurs jours dans la presse, son plan d'attaque a été détaillé en grande pompe au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, jeudi 6 octobre. Neuf ministres se sont succédé pendant plusieurs heures afin de détailler comment l'État compte réduire la consommation d'énergie de la France cet hiver. Dans l'éventail de la quinzaine de mesures clés, la «chasse au gaspi» de chaleur tous azimuts figure en bonne place.

RENDRE L'ÉTAT «EXEMPLAIRE»

À ce titre, l'État se veut «exemplaire». Celui-ci possède un tiers du parc immobilier du secteur tertiaire. Le ministre de la fonction publique, Stanislas Guerini, a annoncé «150 millions d'euros supplémentaires pour qu'aucun projet de rénovation de chaudières, de déploiement de thermostats intelligents ne soit bloqué». Dans les administrations, l'eau chaude sera coupée dans les sanitaires (sauf dans les douches et points d'eau pour le ménage) lorsque les conditions le permettent. «La consommation d'eau chaude sanitaire représente environ 10 % de la consommation énergétique des bâtiments», avance le gouvernement.

19 °C, UNE RÈGLE QU'IL RESTE À APPLIQUER

Aux côtés de l'État, les représentants du patronat, des salariés et de plusieurs secteurs économiques «s'engagent» à mieux faire connaître et appliquer la température de chauffe maximale de 19 °C dans les bureaux, règle pourtant déjà fixée par le code de l'énergie. «Vous me direz que c'était dans la loi, mais était-ce appliqué ?, interroge la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. Avec ce plan, en en faisant notre grammaire commune, ça le sera.» La règle des 19 °C n'a «pas vocation à s'appliquer dans certains locaux, du fait de la nature de leur activité, comme les établissements de santé ou les crèches», précise le gouvernement.

Les particuliers seront quant à eux incités à des écogestes par une campagne lancée le 10 octobre à la télévision, la radio et sur les réseaux sociaux : réguler le chauffage et le chauffe-eau, éteindre les appareils en veille, installer un thermostat programmable. Mais «il n'est pas question de demander des efforts supplémentaires aux 12 millions de Français en situation de précarité énergétique», avait déjà précisé la ministre.

DERRIÈRE L'URGENCE ÉNERGÉTIQUE, L'URGENCE CLIMATIQUE

L'enjeu crucial : baisser la consommation de gaz, dont la moitié est utilisée pour chauffer les bâtiments, ainsi que la consommation d'électricité. Face à la guerre en Ukraine, l'objectif affiché du plan est de limiter le risque de coupure et de renforcer la souveraineté énergétique. Autre but, diminuer la demande pour faire baisser les prix de l'énergie sur les marchés.

«Il y a urgence à agir, le combat ne s'arrêtera pas à l'hiver 2022-2023», a déclaré jeudi Agnès Pannier-Runacher, qui insiste aussi sur «l'urgence pour la planète». La France devrait en effet réduire sa consommation d'énergie totale de 40 % si elle veut atteindre la neutralité carbone en 2050. Le plan fera ainsi office de «première marche».

INVESTIR POUR FAIRE DE LA SOBRIÉTÉ UNE PRATIQUE COLLECTIVE

«Aujourd'hui, le gouvernement veut inciter à des gestes individuels, qui sont importants, analyse Benoît Leguet, membre du Haut Conseil pour le climat. Mais pour atteindre une véritable sobriété, il faudra transformer tous ces gestes en pratique collective. Pour faire un parallèle : quand on veut inciter à prendre les transports en commun, il faut d'abord qu'il y ait des transports en commun. Cela nécessite des investissements.» La consommation d'énergie au niveau national sera suivie semaine après semaine. Le Réseau action climat (RAC), qui a publié des propositions «pour un plan efficace», demande que les engagements s'accompagnent d'une obligation de «reporting» – c'est-à-dire de communication sur les résultats – par les acteurs qui se sont engagés. Un premier test de la nouvelle méthode de «planification» voulue par le gouvernement.

La Croix

LES DIRIGEANTS DE L'UE NE PARVIENNENT PAS À SE METTRE D'ACCORD SUR UN PLAFOND DES PRIX DU GAZ RUSSE

Abduljabbar Aburas

Les dirigeants réunis pour un sommet de deux jours à Bruxelles ont décidé de mener des études pour déterminer les répercussions possibles d'un plafonnement du prix du gaz.

Les dirigeants de l'Union européenne n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un plafond des prix du gaz naturel, après un débat qui s'est terminé aux premières heures de ce vendredi.

Au terme des discussions, les dirigeants ont décidé de mener des études pour déterminer les éventuelles répercussions du plafonnement d'un prix du gaz, une procédure qui vise à sanctionner la Russie et à réduire ses revenus financiers issus du commerce gazier.

"Nous avons maintenant une très bonne et solide feuille de route pour continuer à travailler sur la question des prix de l'énergie", a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors d'une conférence de presse à l'issue de la première journée du sommet européen de Bruxelles.

"Les dirigeants ont fourni les orientations stratégiques que nous souhaitions sur la proposition que nous avons mise sur la table mardi", a-t-elle ajouté.

En Europe, 15 pays, dont la France, l'Italie, l'Espagne et la Belgique, réclament un plafonnement des prix du gaz naturel importé, mais l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark et certains pays européens ne soutiennent pas l'idée.

Les pays qui s'opposent à un plafonnement des prix du gaz affirment que cette décision mettrait en péril la sécurité des approvisionnements énergétiques, et pourrait nuire à l'approvisionnement en gaz naturel, et en particulier pendant les mois d'hiver.

Von der Leyen a indiqué que les ministres de l'Energie des pays de l'Union se réuniront le 25 octobre pour discuter des mesures et du plafond des prix du gaz. La présidente de la Commission européenne a souligné que certains sujets ont été longuement discutés, lors du sommet qui se termine aujourd'hui, particulièrement la question de l'achat de gaz.

Selon Ursula von der Leyen, les dirigeants de l'UE soutenaient fermement l'idée de permettre aux sociétés des achats en commun pour créer des unions et de travailler ensemble pour unir leurs efforts, afin d'accroître la force du marché commun de la demande de gaz.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a également déclaré que les dirigeants de l'UE sont parvenus à un accord portant sur un ensemble de mesures énergétiques, ce qui constitue une étape importante, selon lui.

Dans un communiqué, publié en partie après la réunion, la Commission européenne a déclaré que l'UE resterait unie pour protéger ses citoyens et ses entreprises et prendre des mesures urgentes contre l'utilisation de l'énergie comme arme par la Russie.

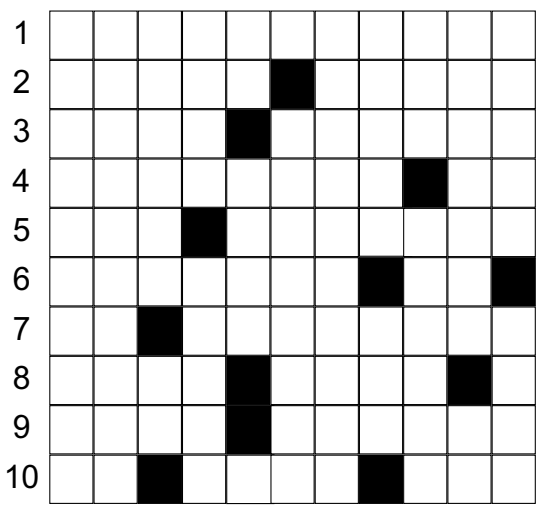
Le communiqué a ajouté que les dirigeants ont convenu de réduire la demande dans l'ensemble de l'Union, d'assurer la sécurité de l'approvisionnement, de réduire les prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises et de protéger l'intégrité du marché unique.

Selon la même source, la Commission avait été invitée à achever les travaux sur l'approvisionnement en commun de gaz, le remplissage des stocks de gaz, l'accélération des négociations avec des partenaires de confiance et la préparation rapide de propositions concrètes.

La commission a également été invitée à travailler à l'établissement d'un mécanisme temporaire pour plafonner les prix dans les transactions de gaz naturel, afin de réduire les prix immédiatement et établir un cadre temporaire pour limiter le prix du gaz dans la production d'électricité.

Anadolu Agency

Mots Croisés



Horizontalement

1- Tristes cérémonies. 2- Savants - Récente. 3- Egoïne - Placer des sentinelles. 4- Enveloppe de la graine - Négation. 5- Fait surface - Chaude. 6- Imita le canard - En fin d'année. 7- Remplace la virgule - Renouvelés. 8- Outil - Sa capitale est Dublin. 9- Pas la porte à côté ! - Il est épineux. 10- Dans - Paradis - Imbécile.

Verticalement

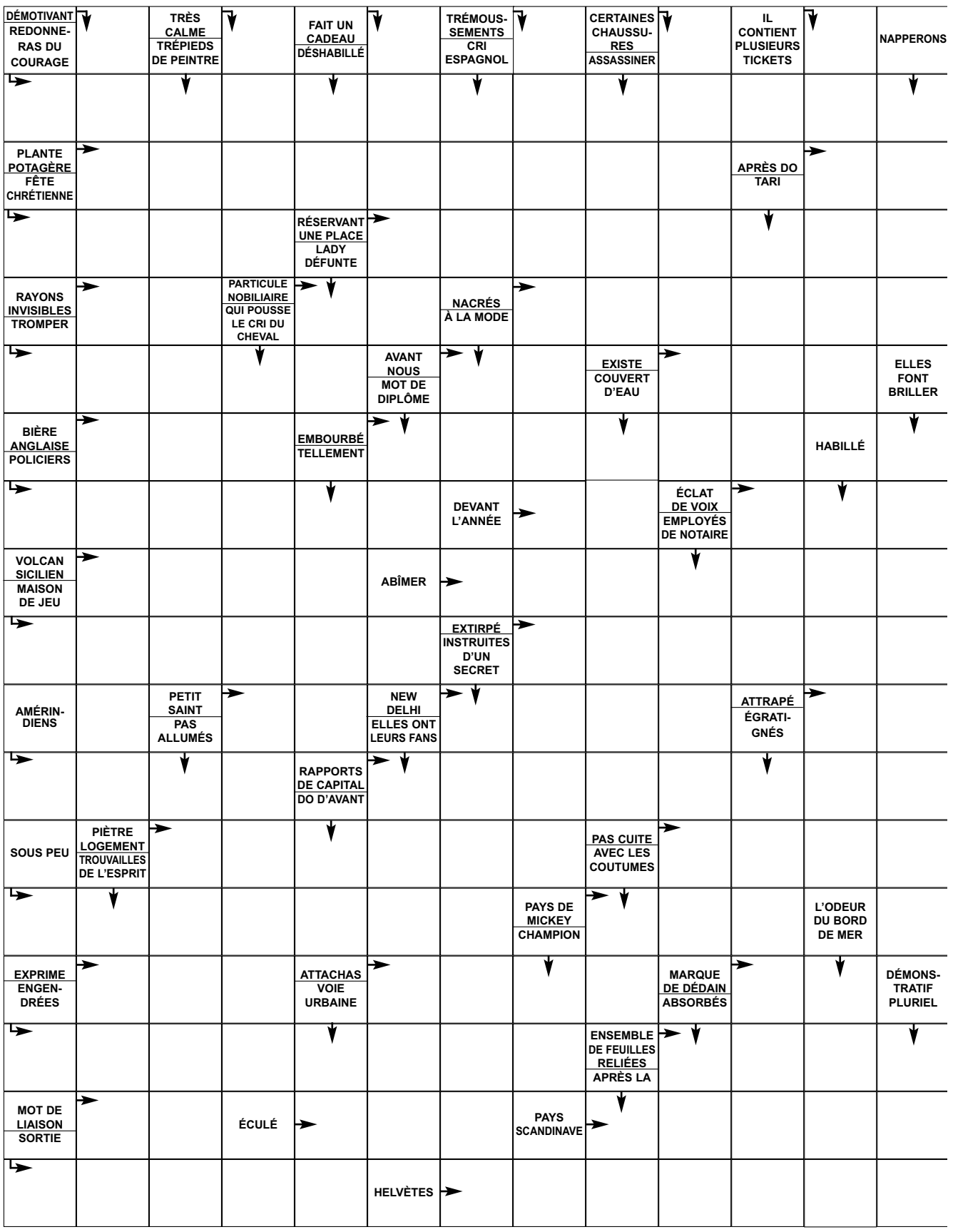
1- Fait partie du costume national grec. 2- Est parfois variqueuse. 3- Eternelles sur les hauteurs - Note. 4- Coureur australien - Prénom étranger. 5- Cognait sur les esclaves - Comme une fleur portant des étamines. 6- Une huître très recherchée. 7- Ca déborde. 8- Légère - Légumineuses. 9- Pour faire des joints hermétiques - Ver marin. 10- N'a plus d'odeur - Direction. 11- Suite - On jette le mauvais.

4 x 4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Remayer Remmailler Remailler Remaller	Remunérer Rémmunérer Rémunérrer Rémunérer
Rougegorge Rouge-gorge Rouge-george Rouge-gaurge	Somnombule Somnambule Somnambul Saumnambule

Les mots fléchés



BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Sorte de dictionnaire

ACHARNÉ	HOMOZYGOTE	PERCALINE
APTE	INTERMEZZO	RAVISSANT
ARCHER	LABYRINTHE	REPORTAGE
ARQUER	LOSANGE	SOURIRE
CÉLÉBRATION	MALPOLIE	SUBLIME
CHARANÇON	MAMAN	SULFUREUX
DISLOQUER	MARCASSIN	TARENTULE
EFFORT	MÉTÉOROLOGIE	TENDON
ETHYLÈNE	MONTAGNE	TÉNÉRÉ
FISSIBLE	NÉGATIVISME	TENNIS
FRIPOUILLE	NIMBUS	TRAFICOTER
GASOIL	NOUER	TROTTOIR
GLOUGLOU	NUMISMATE	USUFRUIT
GOÉLAND	OUVERTURE	VENDANGEUR
GROGNE	OUVRIR	VERMICELLE
GUÊPIER	PAGAILLE	VÉRONE
HAREM	PELLICULE	YANKEE

V	E	R	M	I	C	E	L	L	E	E	H	T	N	I	R	Y	B	A	L
N	P	E	L	L	I	C	U	L	E	E	G	A	T	R	O	P	E	R	G
U	E	R	U	T	R	E	V	U	O	T	A	R	E	N	T	U	L	E	L
M	C	T	E	E	S	E	G	U	V	R	L	M	I	E	O	E	H	N	O
I	E	E	H	M	R	U	S	O	U	E	E	I	N	R	N	U	E	S	U
S	R	C	L	E	I	U	B	E	E	T	R	D	O	R	V	G	E	T	G
M	R	E	N	E	F	L	G	M	E	L	O	O	A	S	A	U	N	R	L
A	L	E	U	R	B	N	B	O	I	N	A	H	N	T	A	A	O	S	O
T	T	O	U	Q	A	R	R	U	N	N	C	N	I	E	S	G	O	A	U
E	S	I	S	D	O	O	A	O	S	A	I	V	D	S	N	U	Y	E	O
E	T	I	N	A	L	L	C	T	X	K	I	S	I	E	R	E	A	N	Z
N	F	E	N	O	N	N	S	U	I	S	R	V	S	I	U	P	N	G	Z
I	V	F	G	N	A	G	E	I	M	O	A	O	R	A	R	I	K	A	E
L	M	I	O	R	E	R	E	E	D	R	N	E	W	N	C	E	E	T	M
A	E	E	A	R	U	T	R	O	T	T	O	I	R	H	A	R	E	N	R
C	P	H	R	F	T	R	A	F	I	C	O	T	E	R	C	M	A	O	E
R	C	T	L	A	R	Q	U	E	R	U	E	T	I	U	R	T	A	M	T
E	S	U	E	T	H	Y	L	E	N	E	E	I	L	O	P	L	A	M	N
P	S	P	A	G	A	I	L	L	E	E	L	B	I	S	S	I	F	P	I
F	R	I	P	O	U	I	L	L	E	E	T	O	G	Y	Z	O	M	O	H

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT

TIRELIRE - OPEP - PACIFICATEUR - MENTAL - INERTE - GAIES - SEC - EDEN - ROSE - EMU - REGNANT - BRUS - MA - LOIN - CLAN - PNEU - ERRA - IF - DEO - ATTEINT - AUSSI - MACHER - TURC - GNON - ERE - REPEINTE - AS - EDILES - TERNIT - OSER - LE - SALI - BU - RITUEL - ILE - TRAME - SONNER - HANTEES - BASSE.

VERTICALEMENT

PIPE - DRAPEAU - DOUTA - RANGEE - NOURRIS - RN - RECTANGLE - SCELERAT - LIAI - NOUAS - PERIME - GIFLERAI - TIGES - TEE - RI - SONNET - NI - LU - CECI - ST - REMONTEES - ANSE - CRIANTE - LOB - POTEE - BLANC - ERS - NA - PERCERA - THE - NAINS - PEUT - MUNI - ERAILLES - PREVUS - FORESTIERE.

MOTS CROISES

VERTICALEMENT

1- PRETAPORTER. 2- RATILE - AH. 3- ONAGRAIRES. 4- PIGEON - EAUX. 5- AME - PSITT. 6- GA - AH - VERIN. 7- ATELIER - ART. 8- NI - METEIL. 9- DOREE - EPI. 10- EN - EST - ASIE.

HORIZONTALEMENT

1- PROPAGANDE. 2- RANIMATION. 3- ETAGE. 4- TIGE - ALMEE. 5- ATROPHIEES. 6- PEANS - ET. 7- IVRES. 8- RARETE. 9- THEATRALES. 10- SU - IR - PI. 11- RE - XANTHIE.

4x4 - Cabotinage - Obédience - Fainéantise - recueillir

BIFFE-TOUT : ZAKOUSKI

COOPÉRATION ALGÉRO-CANADIENNE

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT DANS LES MINES EXAMINÉES

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, jeudi, l'ambassadeur du Canada en Algérie, Michael Ryan Callan, avec lequel il a évoqué les opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine minier en Algérie. Lors de cette rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère, les deux parties ont passé en revue les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine des mines, a indiqué un communiqué du ministère. "Dans cette perspective, les deux parties ont discuté des opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine minier en Algérie, notamment l'exploration, l'exploitation, la cartographie, et la production des substances minérales", a ajouté le communiqué. A cet effet, il a été convenu l'organisation de rencontres entre les experts miniers des deux pays pour identifier de nouveaux projets miniers en Algérie, avec un partage d'expérience et du savoir-faire canadien en la matière, a fait savoir le ministère. A cette occasion, l'ambassadeur du Canada a invité le ministre et une délégation du secteur à participer au prochain salon minier PDAC (Association des prospecteurs et développeurs du Canada) en mars 2023. Ce salon attire annuellement des centaines d'exposants, investisseurs, analystes, dirigeants miniers, géologues et représentants gouvernementaux du monde entier, a-t-on souligné de même source.

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:28	12:32	15:37	18:02	19:25

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//DIMANCHE 23 OCTOBRE 2022 // N°415//PRIX 20 DA

SÛRETÉ NATIONALE

Plus de 3,5 tonnes de cannabis saisies au cours des 9 premiers mois de 2022

Les services opérationnels de la Sûreté nationale ont saisi durant les neuf (9) premiers mois de l'année en cours, 3,568 tonnes de cannabis, plus de 14 kg de cocaïne et près de 5 millions de comprimés psychotropes, indique un communiqué des services de la Sûreté nationale, diffusé hier.

"Dans le cadre de la lutte contre les crimes liés au trafic de drogue et de psychotropes, les services opérationnels de Police ont saisi durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2022, quelque 3,568 tonnes de cannabis, 14,174 kg de cocaïne, 2,886 kg d'héroïne et 4.854.106 comprimés psychotropes", précise la même source. "Les services compétents ont procédé à l'arrestation de 71 011 individus impliqués", ajoute le communiqué.

R.N.

EN VUE DE STIMULER L'OFFRE D'EXPORTATION DE L'ALGÉRIE

LAFARGE ALGÉRIE INVESTIT 18 MILLIONS DE DOLLARS

Pour la première fois, le Conseil du renouveau économique algérien a organisé, le jeudi 20 octobre, à Alger, le forum de l'export sous le thème « Le Développement des exportations pour le renouveau économique ». C'est tout naturellement que Lafarge Algérie s'est engagé en tant que sponsor de ce forum, afin de réitérer son engagement sans faille à supporter la forte volonté du Gouvernement de contribuer au développement économique et social du pays, et la diversification des revenus extérieurs hors hydrocarbures, peut-on lire dans un communiqué parvenu à notre rédaction. Malgré un environnement de marché très concurrentiel à l'échelle internationale, y est-il ajouté, Lafarge Algérie ambitionne d'exporter plus de 3,5 millions de tonnes pour l'année 2022. Ceci est rendu possible par les différentes mesures à l'exportation définies par les pouvoirs publics, à la mise en place d'un remboursement plus rapide des subventions de frais logistiques des marchandises exportées, et à l'extension des structures de stockage au niveau des ports. Sur le plan logistique, Lafarge Algérie a investi localement sur les quatre dernières années, l'équivalent de 18 millions de dollars sur des projets d'investissement durable, tels qu'un chargeur automatique de navire, qui est au niveau du port de Djendjen, avec une capacité de chargement de 18.000 tonnes par jour. Ce type d'investissement est indispensable pour que l'Algérie s'impose comme un leader sur le marché international du ciment et du clinker. Cela permettra de dépasser les 10 Millions de tonnes d'exportation par an, et générera plus de 400 millions USD/An. Soucieuse de la protection de l'environnement, Lafarge Algérie oriente ses exportations vers plus de produits finis (Ciments et moins de produits semi-finis (Clinker), afin de réduire les émanations de poussières lors des opérations de chargement. Au cours de l'année 2022, 20% des produits exportés par Lafarge Algérie étaient des produits finis (ciments), soit une augmentation significative par rapport à l'année 2021. Ce pourcentage devrait monter à plus de 35% à l'horizon de 2023, sur un total de plus de 4 millions de tonnes.

Y.S.

POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

LE RÔLE DES STATISTIQUES MIS EN AVANT

Le ministère de la Numérisation et des Statistiques a mis en avant, jeudi, dans un communiqué, le rôle central et majeur des statistiques dans le renforcement des capacités des pouvoirs publics en matière de politiques de développement dans tous les domaines. A l'occasion de la Journée mondiale de la statistique (20 octobre), célébrée en vertu de la résolution 69/282 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministère a salué les efforts de tous les acteurs du système national des statistiques, appelant les différents partenaires (société civile, opérateurs et médias) à assumer leur rôle en mettant en évidence "l'importance majeure des statistiques dans la planification stratégique en vue de relever les défis qui se poseront à notre pays à l'avenir, en tenant compte des nouveautés en matière de statistique comme les métadonnées et les données ouvertes". La célébration de la Journée mondiale de la statistique a coïncidé, faut-il le souligner, avec la fin du 6e Recensement général de la population et de l'habitat 2022 (25 septembre-16 octobre). Ce recensement revêt une "importance stratégique" dans la mesure où les données recueillies refléteront fidèlement le degré d'application sur le terrain des réformes engagées par l'Etat à tous les niveaux au cours des dernières années et permettront aux pouvoirs publics de proposer des services publics adaptés aux besoins des citoyens, a souligné le communiqué.

R.E.

CÉRÉALICULTURE

RECENSEMENT PAR SATELLITE DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS DÈS DÉCEMBRE

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a annoncé jeudi à Alger, le lancement en décembre prochain, du recensement des périmètres irrigués destinés à la céréaliculture à l'aide d'images satellites. Lors d'une réunion tenue au siège de son département et consacrée aux préparatifs sur le terrain de la campagne labours-semailles 2022-2023, M. Henni a précisé que cette opération, qui sera réalisée à l'aide de moyens technologiques de pointe, permettra d'obtenir des données plus précises sur les périmètres effectivement utilisés dans la céréaliculture. Le ministère aspire à porter la superficie destinée à la céréaliculture au cours de la nouvelle saison à "au moins trois (3) millions d'hectares". Outre les satellites, cent (100) drones seront utilisés pour recenser les périmètres irrigués destinés à la céréaliculture au niveau de certaines wilayas, a fait savoir M. Henni. Le secteur s'emploie à porter la productivité dans cette filière à 45 quintaux/-hectare pour assurer la sécurité alimentaire du pays, a-t-il affirmé.

R.E.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

12 MORTS ET 403 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Douze (12) personnes ont trouvé la mort et 403 autres ont été blessées dans 344 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 11 au 17 octobre en cours, a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Par rapport à la précédente semaine, le bilan fait état d'une hausse du nombre de décès (+03), contre une baisse du nombre d'accidents (-38) et de blessés (-56), précise la même source. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (+97%), du fait du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse, du manque de concentration au volant et de l'état des véhicules, souligne le communiqué. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) invite, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

R.N.

ENERGIE

MISE EN GARDE CONTRE LA MAUVAISE UTILISATION DU GAZ

Le ministère de l'Energie et des Mines a appelé, dans un communiqué, les citoyens à la vigilance et à l'entretien de leurs appareils afin d'éviter tout éventuel accident dû à la mauvaise utilisation du gaz, à l'instar des accidents tragiques survenus récemment à Sétif, Blida et El-Ménéa. ,"Les accidents tragiques d'explosions de gaz continuent à occasionner des pertes humaines et matérielles, à l'instar de ceux enregistrés récemment dans les wilayas de Sétif, Blida et El-Ménéa", souligne le communiqué. A ce propos, le ministère appelle l'ensemble des citoyens à la vigilance et à l'entretien de leurs appareils, notamment au début de l'hiver, en contrôlant régulièrement les installations de gaz et en s'assurant de l'aération des habitations. Les citoyens sont ainsi appelés au respect des consignes de sécurité et des recommandations pour éviter les asphyxies au monoxyde de carbone, lit-on dans le communiqué. Dans le cadre des actions de prévention contre ces risques, le groupe Sonelgaz lance, régulièrement, des campagnes de sensibilisation sur les risques d'asphyxie et d'intoxication et insiste sur la nécessité de faire montre de vigilance pour prévenir toute éventuelle fuite, le but étant d'inculquer la culture de prévention, particulièrement durant la saison hivernale où le gaz de ville est très utilisé. Pour sa part, Naftal a lancé plusieurs campagnes nationales de sensibilisation à la bonne utilisation du GPL ainsi que les moyens de protéger les conducteurs contre ses risques. Ces campagnes ont vu la participation de représentants d'associations nationales de protection des consommateurs et de la sécurité routière pour sensibiliser les usagers aux dangers du GPLc, d'où l'impératif respect des mesures préventives, et leur fournir des explications sur l'utilisation et la maintenance des équipements GPL.

R.N.